

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 289
29 mai 1989

CHINE Le bras de fer

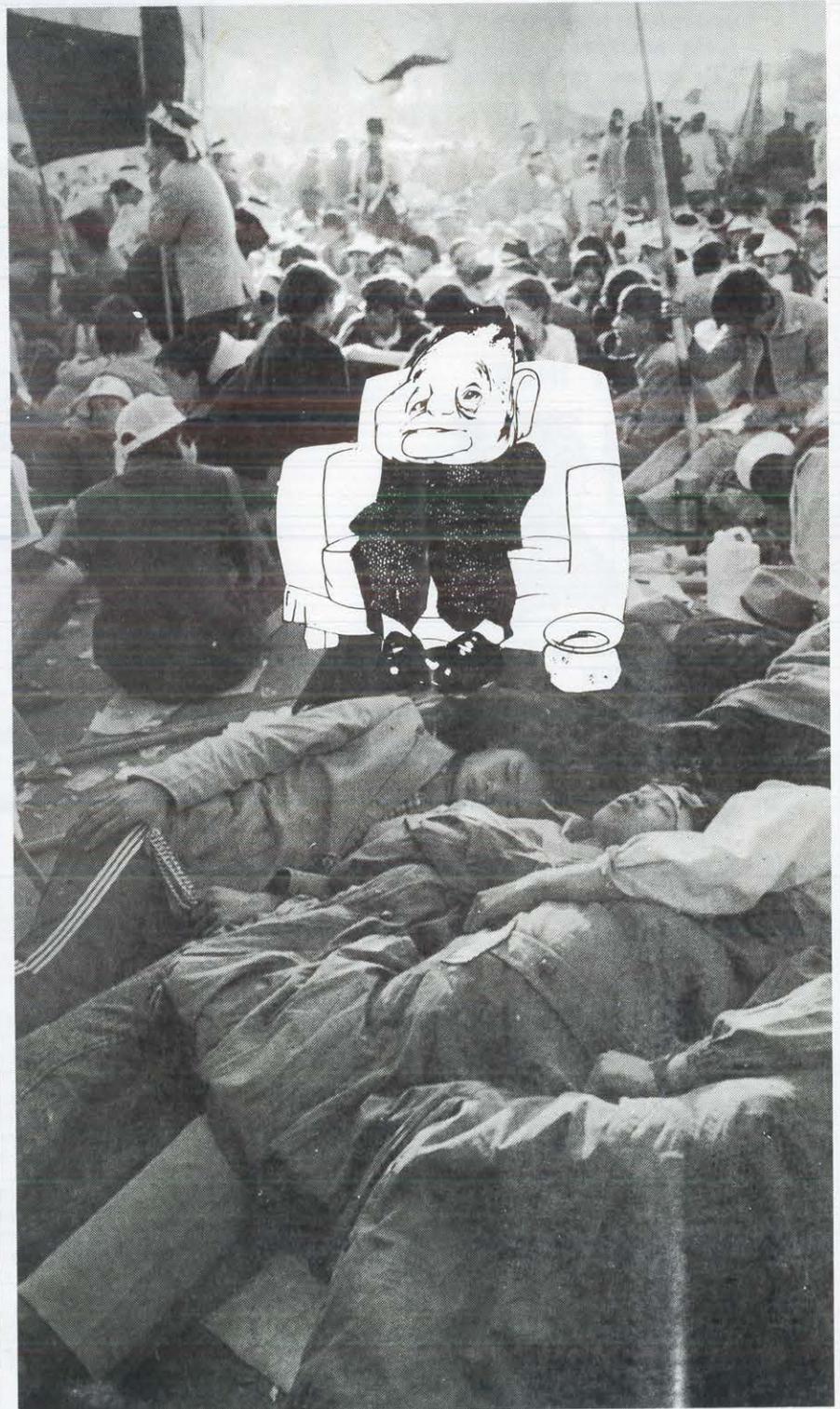
TURQUIE
Özal chancelle

DOSSIER INDE
La "plus grande
démocratie
du monde" ?



CHINE/URSS
30 ans
de conflits

15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée
sous la responsabilité du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC)
Administration : 2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission
paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 289 Du 29 mai 1989

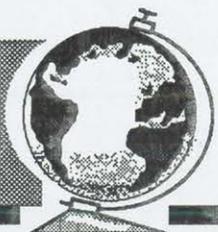
- 3 CHINE
Une crise historique
Livio MAITAN
- 5 Les raisons de la crise
Wang FANXI
- 6 Comment avancer ?
DOCUMENT
- 8 UNION SOVIETIQUE/CHINE
30 ans de brouille
Livio MAITAN
- 10 Le conflit sino-soviétique dans le texte
DOCUMENT

DOSSIER INDE



- 12 La "plus grande démocratie du monde" ?
Salah JABER
- 13 Rajiv Gandhi sur le déclin
M. Navid
- 16 La grève du barrage de Narmada
Amar JESANI
- 19 Les femmes au pays du *sati*
Trupti SHAH
- 23 TURQUIE
Özal chancelle
Fua' ORCUN

**EN
BREF...**



- 28 CHILI : Autocritique du PC chilien ;
LES NOTRES : Eulogio Sanchez Tolava.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat
unifié de la IVe Internationale.

EL SALVADOR



DERNIERE MINUTE :

Enlèvement d'un dirigeant syndical

AU MOMENT où nous mettons sous presse, nous apprenons que le camarade Francisco Martinez, dirigeant national de l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS) a été kidnappé à San Salvador, le 25 mai au matin. Sa voiture a été bloquée par une équipe d'inconnus qui ont obligé Martinez et son chauffeur, Antonio Masin à monter dans une autre voiture qui est immédiatement partie pour une destination secrète.

Il s'agit d'un pas supplémentaire important dans l'escalade de la terreur au Salvador, terreur qui s'est aggravée depuis la victoire de l'ARENA (extrême droite) à l'élection présidentielle du 19 mars dernier (voir *Inprecor* numéro 284 du 20 mars 1989).

Le Comité exécutif de l'UNTS a immédiatement lancé un appel à la solidarité internationale pour arracher les camarades Martinez et Masin à leurs bourreaux. ■

29 mai 1989

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code postal Pays

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire
- 14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS -
Tél : 45.32.06.23

LE MAI 89 CHINOIS

- 17 au 20 avril : Premières manifestations d'étudiants à la mémoire de Hu Yaobang : plus de 100 000 personnes le 19 avril, sur la place Tiananmen. Première répression.
- 21 avril : Tentative des étudiants d'investir le Palais du peuple (le Parlement).
- 22 avril : Funérailles de Hu Yaobang. Malgré une interdiction de manifester, les étudiants occupent la place Tiananmen. Le mouvement gagne les autres villes.
- 24 avril : Boycott des cours.
- 27 avril : 500 000 manifestants à Pékin, des travailleurs commencent à se joindre aux étudiants.
- 4 mai : 70e anniversaire de la manifestation étudiante de 1919 : 300 000 étudiants réclament des discussions avec le pouvoir et la liberté de la presse, des journalistes se joignent à eux. Premières grandes manifestations en province.
- 5 mai : Zhao Ziyang se prononce en faveur du dialogue. Les étudiants commencent à reprendre les cours.
- 13 mai : Début de la grève de la faim d'un millier d'étudiants place Tiananmen, pour réclamer le dialogue.
- 15 mai : Arrivée de Gorbatchev à Pékin. Des dizaines de milliers d'étudiants occupent Tiananmen.
- 16 mai : Entretien Deng Xiaoping / Gorbatchev. Le programme normal est perturbé à cause des manifestations étudiantes. Forte présence ouvrière.
- 17 mai : Un million de personnes à Pékin, réclamant la démission de Li Peng.
- 18 mai : De nouveau un million de personnes manifestent à Pékin.
- 19 mai : Zhao Ziyang et Li Peng viennent rencontrer les grévistes. Suspension de la grève de la faim. Li Peng demande à l'armée de "rétablir l'ordre". La loi martiale est proclamée.
- 20/21 mai : Des centaines de milliers d'habitants de Pékin descendent dans la rue et empêchent l'application de la loi martiale. L'armée est bloquée. Fraternalisation entre les soldats et les étudiants. 100 000 manifestants à Shanghai, 300 000 à Nankin, 200 000 à Shenzhen.
- 21 mai : Un million de manifestants à Hong-Kong en soutien aux étudiants chinois.
- 22 mai : Pékin toujours paralysée : un million de manifestants. Manifestation de solidarité à Macao : 120 000 personnes.
- 25 mai : Les chefs de l'armée font allégeance au Premier ministre Li Peng. La lutte au sein du PCC semble tourner à son avantage. Premiers signes d'essoufflement du mouvement.
- 26 mai : Rumeurs sur l'arrestation de Zhao Ziyang.
- 27 mai : 3 dirigeants étudiants annoncent la fin du mouvement pour le 30 mai, après une ultime manifestation, décision qui ne fait pas l'unanimité.
- 28 mai : 100 000 manifestants à Pékin contre les menaces de répression. De nouveau un million de personnes à Hong-Kong en solidarité.
- 29 mai : Un million de personnes à Pékin pour ériger une statue de la liberté. ■



CHINE

Une crise historique

QUELLE QUE SOIT leur issue définitive, il est de toute façon acquis que les événements d'avril-mai 1989 marqueront durablement l'histoire de la Chine et auront des répercussions incalculables dans d'autres sociétés post-capitalistes, en Europe et en Asie.

Livio MAITAN

IL EST POSSIBLE de dresser dès maintenant un premier bilan de ce qu'a été le mouvement, de ses origines, de sa composition et de sa dynamique. Synthétiquement, la Chine a été bouleversée en profondeur par un véritable mouvement révolutionnaire, expression d'une crise de la société toute entière. Les appareils et le sommet de la bureaucratie se sont sans doute efforcés d'influencer et de manipuler tel ou tel secteur du mouvement, mais les effets de ces tentatives sont apparus insignifiants par rapport à la dynamique des énormes forces sociales mobilisées.

Un développement fulgurant

De même que dans d'autres crises révolutionnaires, l'élément qui a déclenché la première mobilisation a été presque occasionnel, et ce sont des secteurs limités qui ont joué le rôle de détonateur. Mais, grâce aussi à la coïncidence de la visite de Gorbatchev, le mouvement s'est développé à un rythme très rapide. Il s'est fixé des objectifs démocratiques-révolutionnaires et égalitaires, dont la combinaison, dans toute société bureaucratifiée, tend à acquérir une dynamique de mise en question des

bases mêmes du système, et à rencontrer un écho très grand au niveau des masses.

En l'espace de quelques jours, la mobilisation s'est étendue des étudiants aux ouvriers, aux fonctionnaires de l'Etat et des administrations locales, aux enseignants, aux intellectuels et aux journalistes, avec ces innombrables formes de solidarité que l'ingéniosité populaire découvre dans de telles situations. Ainsi, ce qui apparaissait au début comme une crise dans les rapports entre le régime et des couches estudiantines, devenait très rapidement une crise sans précédent dans les rapports entre le régime et la grande majorité de la population.

L'auto-organisation

Confirmation de la nature révolutionnaire du mouvement : dès ses premières phases, les organisations traditionnelles ankylosées disparaissaient de la scène, des nouvelles formes d'organisation se constituaient et surgissaient de nouveaux dirigeants, expression des jeunes générations qui n'avaient pas participé à des luttes antérieures. En même temps, étaient établis des organismes de liaison et de coordination entre les différentes universités, les différentes villes et les différents secteurs du mouvement, sur la toile de fond d'une démocratie radicale visant à garantir un rapport constant entre dirigeants/délégués et assemblées de masse. Du fait même que des masses énormes restaient constamment sur les places et dans les rues, l'auto-organisation comportait également des formes embryonnaires d'organisation de la vie sociale. Des piquets d'étudiants et d'ouvriers (y compris avec une participation paysanne dans la banlieue de Pékin, selon cer-

tains rapports) accomplissaient des tâches d'ordre public que les forces de l'Etat et des administrations locales n'étaient plus en condition d'accomplir. Selon certaines informations, des secteurs ouvriers, inspirés par l'exemple polonais, auraient commencé à construire de nouveaux syndicats. Des groupes politiques seraient également apparus.

Lorsque l'histoire de ce mouvement sera connue dans tous les détails, nous aurons devant nous une source inépuisable d'épisodes significatifs, de manifestations multiples et originales de solidarité et d'initiative populaire. Il sera également possible d'apprécier beaucoup mieux la portée de ce phénomène exaltant de fraternisation entre les masses et les jeunes soldats, fraternisation qui a été décisive pour empêcher, le 19 mai et les jours suivants, l'application de la loi martiale proclamée par le Premier ministre Li Peng.

Faiblesse de la bureaucratie

L'explosion chinoise a fait ressortir sous une forme spectaculaire la faiblesse intrinsèque de la caste dominante bureaucratique. Lorsque des mouvements de masse puissants se développent, la bureaucratie ne peut plus compter que sur ses appareils au sens strict. Ceux-ci, en l'absence d'un consensus et incapables d'avoir recours à la force comme avant, se trouvent littéralement suspendus en l'air. Un tel phénomène s'était produit pour la première fois dans l'automne 1956, en Hongrie ; il s'est répété — toute proportion gardée — en 1968, en Tchécoslovaquie ; et dans des formes encore différentes, à l'apogée de la crise polonaise, en 1980. Il s'est reproduit en Chine, surtout à Pékin, dans les semaines cruciales de mai.

La faiblesse extrême de la direction bureaucratique est apparue presque symboliquement le 19 mai : les principaux dirigeants du Parti et de l'Etat se rendant sur la place Tiananmen, et Zhao allant même jusqu'à s'excuser auprès des étudiants pour son intervention tardive. C'était évidemment un aveu de faiblesse. Mais à ce moment-là, la décision avait été déjà prise — semble-t-il — de proclamer la loi martiale, ce qui représentait un deuxième signe de faiblesse, pour ainsi dire renversé : battue sur le terrain socio-politique, la caste dominante ne voyait d'autre solution que d'avoir recours à l'armée.

Après tout, ce n'était pas original. Dans une crise profonde d'une société bureaucratifiée, lorsque les appareils politiques et étatiques ne sont plus en condition de s'imposer *normalement*, c'est l'armée qui peut entrer en scène en tant que dernier rempart du système (en Hongrie et en Tchécoslovaquie, c'est l'armée soviétique qui a tiré les marrons du feu). L'exemple du coup d'Etat de Jaruzelski a été pertinemment évoqué. Mais en ce qui concerne la Chine elle-même, il y a le précédent de 1967 lorsque, face à la crise de l'appareil du parti

Les 7 revendications des étudiants

1- Réévaluer l'action du camarade Hu Yaobang et approuver son point de vue sur la grande harmonie existante entre la démocratie et la liberté.

2- Punir sévèrement les hommes de main qui ont attaqué les étudiants et les masses. Que les responsables concernés présentent aux victimes des excuses et des indemnités.

3- Accélérer la publication de la Loi sur la presse, autoriser la fabrication de journaux par les citoyens, garantir la liberté de la presse.

4- Que les dirigeants de l'Etat rendent public au peuple et au pays tout entier, l'état de leurs revenus et de leur patrimoine, y compris ceux de leur famille. Qu'on enquête sur les détournements de fonction avec publication de tous les détails.

5- Que les dirigeants de l'Etat concernés par les erreurs dans la politique de l'éducation fassent leur autocritique officielle devant le peuple tout entier. Qu'on augmente dans une large mesure les crédits à l'éducation et qu'on relève les salaires des enseignants.

6- Réévaluer la campagne contre "la libéralisation bourgeoise", réhabilitation totale des citoyens qui ont subi des injustices gratuites.

7- Nous exigeons avec vigueur que l'on rende compte impartialement et conformément à la réalité de ce mouvement démocratique et patriotique. ■

Comité d'organisation
des étudiants
de l'Université de Pékin
le 21 avril 1989.
October review

et de l'Etat, Mao et son groupe n'avaient pas hésité à se servir de l'armée (par ailleurs, non sans des conflits au sein de celle-ci).

Les successeurs de Mao ont fait le même choix en proclamant la loi martiale. Mais l'affaire s'est avérée beaucoup plus difficile qu'ils ne l'escomptaient. L'armée d'aujourd'hui n'est plus celle de 1967 et aucun de ses dirigeants n'a le prestige dont jouissaient à l'époque Mao et Lin Biao (1). Qui plus est, contrairement à 1966-1967, aucune tendance ou fraction du parti et de l'Etat n'avait l'hégémonie sur le mouvement de masse, qui était beaucoup moins disposé à subir des manipulations propagandistes par en haut, et avait trop confiance dans ses propres forces pour s'incliner passivement devant l'intervention militaire. On a donc assisté au spectacle extraordinaire et sans précédent, d'une loi martiale qui ne pouvait pas être appliquée pendant plus d'une semaine parce que l'armée était littéralement paralysée par les masses.

Le mai chinois est un pas en avant par rapport aux précédentes montées anti-bureaucratiques, et a été caracté-

sé par le contrôle exercé par de larges masses sur la capitale durant deux semaines, et des mobilisations massives, bien que de moindre envergure, dans d'autres villes du pays. Il a été marqué notamment par cette fraternisation des masses estudiantines et travailleuses avec les soldats, qui restera inscrite dans l'histoire de la Chine et constituera un enseignement stratégique capital pour les futurs mouvements.

Une crise prévisible

Les dirigeants chinois avaient semblé se rendre compte, au cours de l'année précédente, que la situation était en train de se détériorer très dangereusement, et s'étaient efforcés de parer au plus pressé — de façon empirique et apparemment sans résultats appréciables — par le brusque coup de frein aux réformes, en septembre 1988, et plus récemment, par des mesures d'austérité budgétaires. Ils avaient dû admettre notamment l'affaiblissement substantiel du pouvoir central face à des tendances centrifuges puissantes au niveau des provinces.

En fait, deux crises se combinent. La première est une crise plus traditionnelle de la société bureaucratifiée qui traîne depuis la fin des années 50, et que Mao et son groupe avaient cherché à résoudre — en vain — par l'opération osée et déchirante baptisée Révolution culturelle. La deuxième est une crise qui est plus spécifiquement le produit de la politique des réformes. Esquissée depuis la mort de Mao, elle a commencé à être réalisée, avec des rectifications, des relances et de nouveaux coups de frein, depuis dix ans.

Trois jeunes économistes chinois ont résumé l'essentiel de cette deuxième crise dans les termes suivants : "L'expérience de ces dix années démontre que, lorsque le mécanisme socialiste traditionnel n'est retouché que par des réformes partielles, le résultat est un chaos incontrôlable : inflation, mécontentement et désordre social, appropriation abusive de biens publics, impossibilité de diriger l'économie".

La crise sera durable, et un facteur majeur qui ne cessera d'agir sera l'énorme faiblesse de la direction. En fait, celle-ci est en crise depuis plus de vingt ans, et toutes les tentatives visant à résoudre cette crise n'ont donné que des résultats précaires et contradictoires. Cela a été confirmé par les vicissitudes de la lutte au sommet pendant les journées cruciales de mai avec les "victoires" éphémères de tel ou tel autre groupe ou personnage. Bien entendu, les appareils pourront reprendre partiellement le contrôle de la situation, y compris par la

1) Lin Biao : compagnon de Mao depuis les années 20. Il réorganise l'Armée rouge après la longue marche et soutient Mao dans la lutte interne au sein du PCC. Dans le rétablissement de l'ordre, lors de la révolution culturelle, il joue le double rôle de chef militaire et dauphin de Mao. Mais il disparaît en 1971, prétendument en voulant fuir dans un avion qui se serait écrasé en Mongolie.

répression, et des recompositions pourront se réaliser au sommet. Mais il y a un élément fondamental qui est désormais irréversible : aux yeux du peuple chinois les dirigeants actuels ont perdu toute légitimité politique et ne peuvent plus prétendre à aucune légitimité historique révolutionnaire. Ils n'ont et n'auront pas la force d'imposer des solutions radicales, dans un sens ou dans l'autre.

L'hypothèse d'une crise prolongée se base en même temps sur un autre élément incontestable : l'expérience des mouvements anti-bureaucratiques précédents a démontré qu'il est désormais possible, même dans les situations les plus difficiles, de développer des actions d'opposition à la caste dominante, et qu'à un moment donné surgissent des mouvements de masses avec des capacités d'organisation considérables. En revanche, il est beaucoup plus difficile pour ces mouvements de représenter réellement une alternative, et qu'une dualité de pouvoirs embryonnaire ou partielle devienne une dualité de pouvoirs dans un sens plus immédiat, que se forment des directions révolutionnaires capables de diriger la lutte pour renverser le pouvoir bureaucratique et commencer à édifier une démocratie socialiste.

Ce qui a manqué à Mai 89

En dernière analyse, c'est justement sur ce terrain que le mouvement chinois d'avril-mai a révélé sa faiblesse intrinsèque : malgré son indépendance et le radicalisme de sa mobilisation, il a agi non comme une alternative de pouvoir, mais plutôt comme une force de pression visant à imposer aux institutions existantes du Parti et de l'Etat, l'un ou l'autre choix d'orientation et de personnel dirigeant. C'est pourquoi, au moment même de son apogée, il s'est trouvé dans l'impasse et dans l'impossibilité ou l'incapacité d'aller plus loin. Et lorsqu'un pareil mouvement cesse d'avancer et piétine sur place, il perd rapidement du terrain et son déclin est inévitable.

En tout cas, Mai 1989 a démontré que les forces sociales motrices de la révolution anti-bureaucratique non seulement existent, mais sont capables de se mobiliser à une échelle gigantesque, de se fixer des objectifs démocratiques révolutionnaires et égalitaires valables. Et c'est déjà là un formidable acquis. La réflexion critique sur cette expérience historique permettront d'avancer aussi sur le terrain de la prise de conscience politique et programmatique, ainsi que de la construction de cette direction révolutionnaire alternative qui n'est pas surgie jusqu'ici. Gageons que des milliers, voire des dizaines de milliers de jeunes étudiants et d'ouvriers qui sont descendus ces dernières semaines dans les rues de Pékin et d'autres villes chinoises, seront parmi les protagonistes de cette bataille nécessaire. ■

28 mai 1989

Les raisons de la crise

L'ARTICLE qui suit est un large résumé d'un entretien effectué par le sinologue anglais Gregor Benton, avec Wang Fanxi, le vétéran des trotskystes chinois qui vit aujourd'hui en Grande Bretagne.

Wang FANXI

TROIS RAISONS principales expliquent la crise actuelle en Chine, aucune d'entre elles ne peut être analysée comme reflétant une aspiration au capitalisme.

La première est la grande vague de corruption qui a submergé la Chine depuis que Deng a lancé ses réformes, et le fardeau écrasant que chaque Chinois doit porter au fur à mesure que cette corruption s'étend et que la réforme chancelle. A la fin des années 70, lorsqu'il a pris le pouvoir à la chute de la "bande des quatre" (1) maoïste, Deng avait l'intention de créer une classe d'hommes d'affaires prospères. En laissant certains "s'enrichir", il espérait que cela donnerait l'impulsion à l'esprit de la libre entreprise comme moyen d'accumuler de la richesse.

Spéculateurs et parasites

Mais en réalité, il a créé une classe de spéculateurs et de parasites qui se sont enrichis, non pas grâce à des affaires "honnêtes", mais en créant une "hégémonie sur le marché" à travers la manipulation des règlements imposés par le Parti communiste chinois. La Chine possède aujourd'hui une économie qui est à mi-chemin entre le contrôle étatique et le marché. Deux types de prix sont en vigueur : les prix fixés par l'Etat, qui sont bas ; et les prix élevés du marché. Les mercantis du Parti et du gouvernement profitent de cette différence pour acheter des denrées à prix réduits dans le secteur étatique afin de les revendre au marché, au prix fort.

Tous les membres du Parti ne sont certes pas impliqués dans cette fraude, et tous les fonctionnaires gouvernementaux n'ont pas l'opportunité de détourner le système à leur avantage : ce sont les plus proches parents des principaux dirigeants chinois, comme les fils de Deng Xiaoping et de Zhao Ziyang, qui héritent



du pouvoir et de la richesse, comme c'était le cas dans la Chine impériale. C'est pour cette raison que beaucoup de membres du Parti et de fonctionnaires, sous la pression de la base, soutiennent les protestations contre le népotisme, la corruption, la subornation et le détournement des fonds publics.

Contre "l'occidentalisation"

D'après une récente étude, avant que n'éclate le mouvement des étudiants, 42% des Chinois considéraient déjà que la corruption était le problème numéro un de la société chinoise contemporaine. Aujourd'hui, cette opinion est sans doute partagée par la majorité écrasante de la population. La colère et l'indignation populaires sont au comble. Certains éminents intellectuels pensent que pour résoudre le problème de la corruption, il faudrait abolir ce système de prix à deux vitesses, et introduire sans aucune limite le capitalisme en Chine, de manière à couper l'herbe sous la fraude. Mais aucun signe ne montre que la majorité des jeunes protestataires a perdu la foi dans l'avenir socialiste. Au contraire, pour beaucoup de jeunes dissidents, capitalisme et "occidentalisation complète" ne sont pas une issue, mais la cause même de la cupidité et de l'immoralité ambiante. C'est pour cette raison qu'ils étaient si enthousiastes à l'égard de Gorbatchev qui semblait représenter pour eux la possibilité d'une réforme et d'un renouveau au sein du socialisme (mais pour ce dernier, les étudiants ne sont que des "têtes brûlées").

La seconde raison essentielle de ce mouvement est la soif de démocratie, qui est surtout répandue auprès des étudiants et des intellectuels. Mais certains aspects de la lutte pour la démocratie — en particulier les revendications de liberté d'expression, de presse, de réunion, et de grève — étaient également appropriées pour un mouvement plus large, et directement liées aux problèmes de la corruption et des privilèges.

1) La "bande des quatre", nom donné au groupe de dirigeants (dont la veuve de Mao) qui ont soutenu Mao dans le lancement de la révolution culturelle contre les autres fractions du parti. Ils tiendront le pouvoir après la chute de Lin Biao. Mais après 5 ans de prolongation des campagnes politiques de la révolution culturelle, ils seront affaiblis par les émeutes du 5 avril 1976, lors des cérémonies pour la mort de Zhou Enlai qui se transformeront en dénonciation du maoïsme. Ils seront arrêtés en septembre 1976 pour être jugés et condamnés en 1980/1981.

En troisième lieu, se situe le ressentiment populaire face à l'indifférence manifeste et croissante du pouvoir sur les questions de souveraineté nationale. En lançant ses réformes, Deng a déclaré qu'en ouvrant ses portes aux pays impérialistes, la Chine pourrait apprendre de nouvelles méthodes de direction et de production, et qu'elle pourrait attirer les fonds dont elle a grandement besoin pour financer la construction et la modernisation de l'industrie chinoise. Les dirigeants chinois considèrent que cette porte ouverte est pour eux une opportunité de s'enrichir et d'agir comme des *compradors* modernes pour le compte des impérialistes, et surtout des Japonais, qui sont passés maîtres dans l'art de corrompre les gouvernements.

Il y a 70 ans, le 4 mai 1919, un mouvement radical d'étudiants s'était levé pour protester contre les prétentions japonaises sur la province de Shandong. Aujourd'hui, beaucoup de Chinois ont l'impression que leurs dirigeants se préparent à lâcher des pans entiers du pays, spécialement à Hainan (une province insulaire proche de Taïwan), qui ont été cédés au Japon pour les 80 ans à venir. "Quelle perte de souveraineté !", s'exclamaient des étudiants au reporter du journal britannique *The Guardian*, "alors que l'on faisait tant de tapage pour

la moindre parcelle du territoire national le long de nos frontières". Le mépris patriotique envers ce qui largement perçu comme une "subordination servile" face au Japon et à l'Occident figure au second point de la plate-forme du soulèvement.

Il est clair aujourd'hui que les réformes de Deng ont échoué. Le gouvernement a déjà donné un coup de frein dans l'espoir — probablement vain — d'arrêter l'inflation qui est alentour de 30%. Les paysans qui ne peuvent acheter les engrais et les fourrages aux prix actuels, produisent alors moins de céréales et abattent leurs porcs. 80 millions de Chinois souffrent d'une sévère pénurie alimentaire et 20 millions sont menacés de famine. Les 50 millions de personnes qui ont été arrachées à l'agriculture par la croissance initiale rapide de la productivité rurale constituent, maintenant, une nouvelle "classe instable" qui essaye de dénicher un emploi en ville, dans des secteurs comme la construction, les transports ou le sanitaire, emplois que les travailleurs urbains ne veulent plus s'abaisser à faire. Mais aujourd'hui, avec le coup de frein donné à la réforme par Deng, ces paysans déclassés sont renvoyés dans les campagnes, où ils auront du mal à s'en sortir. La Chine sous Mao avait aussi connu la famine, mais à l'époque, le fossé entre la grande majorité de la population et la poignée de privilégiés était beaucoup moins visible qu'actuellement.

Appel des ouvriers de Pékin

AUJOURD'HUI, le peuple du pays tout entier en est arrivé à supporter l'insupportable. La longue dictature de la bureaucratie despotique a provoqué une envolée des prix, le niveau de vie de leur petit groupe, les dictateurs éditent massivement toutes sortes de bons : bons de la caisse d'Etat, bons du Trésor. Ils s'emparent ainsi du peu de revenu dont dispose le peuple.

Nous appelons la population de toutes les classes sociales dans l'ensemble de la ville à s'unir et à lutter pour la vérité et l'avenir du peuple de toutes les nationalités du pays.

Frères soldats et policiers, soyez au côté du peuple, au côté de la vérité, ne soyez pas dans le rôle d'instruments d'ennemi du peuple ! Vous aussi, vous avez été spoliés et opprimés. Du mouvement du 5 avril à l'affaire sanglante du 20 avril, les bourreaux qui oppriment le peuple ont une sacrée note à payer ; le peuple ne l'oubliera jamais !

Nous revendiquons : l'augmentation des salaires, la stabilité des prix, la publicité des revenus et salaires des fonctionnaires de l'Etat, y compris leurs femmes et leurs enfants. Nous, la classe ouvrière de toute la ville et le peuple de toutes les classes, nous soutenons la juste lutte des étudiants du pays tout entier.

Association des ouvriers de la ville de Pékin, le 20 avril 1989. *October Review*

Pas de Gorbatchev Chinois

Rien ne prouve que Zhao Ziyang aurait pu donner une direction nouvelle à la société et à l'économie chinoise. Zhao, dont le népotisme est bien connu, n'est nullement perçu comme un Gorbatchev Chinois, charismatique et compétent. Il avait été critiqué même au Bureau politique pour les malversations de sa proche famille. Il a également été l'un des artisans de ces réformes qui ont pris maintenant une tournure amère.

Les politiques de Zhao et Deng ont été populaires pendant un certain temps. Le revenu national chinois a doublé durant la décennie des réformes. La population a pu bénéficier de plus de liberté individuelle qu'auparavant. Mais le problème de Deng et Zhao était à l'opposé de celui auquel avait dû faire face Mao. Celui-ci a créé une Chine qui était pauvre, mais où régnait un certain égalitarisme (à l'exception des sommets de la bureaucratie qui vivaient dans un luxe fabuleux). Deng et Zhao, en revanche, ont créé une Chine moins pauvre, un peu plus libre, mais outrageusement inégale. Ces deux stratégies ont provoqué des tensions dans le pays qui pourront être contenues pendant quelque temps, mais qui finiront par exploser en de nouvelles révolutions.

Comment avancer ?

LE NOUVEAU MAI chinois a vu l'éclosion de toute une série d'organisations et de groupes indépendants. Nous publions ci-dessous un document de l'un des ces groupes, le "Parti d'avril". Ce texte a été traduit du chinois de la revue *October Review*, publiée à Hong-Kong par des sympathisants de la IVe Internationale.

DOCUMENT

AU DEBUT de l'année 1987, sur la grande terre de Chine, il y eut l'explosion d'un mouvement étudiant exceptionnel et spontané d'une grande envergure, réclamant la démocratie et la liberté ; mais le résultat fut pourtant que le premier dirigeant à avoir véritablement une conscience démocratique et un style populaire mit fin à sa vie politique. Quand partout résonna cette phrase menaçante "nous n'avons pas peur de faire couler le sang", ce mouvement cessa aussitôt de faire entendre sa forte voix. Les campus retrouvèrent leur sérénité habituelle. La lâcheté nous avait fait perdre une occasion réelle de changer le pouvoir politique en Chine, une occasion de faire un grand pas vers la démocratisation politique. Si nous avions, alors, osé nous redresser et décider de nous engager dans une résistance courageuse contre les pressions politiques qui ont forcé le camarade Hu Yaobang (1) à démissionner, nous aurions gagné l'occasion d'avancer vers la démocratie.

Lorsque le 13e congrès décida que nous étions la plus haute couche dirigeante de ce pays, encore une fois, nous avons sereinement et sans plus de réflexion renoncé à nos droits. Nous étions les maîtres de ce pays ; nous devions avoir le droit de décider quel est l' élu le plus conforme à nos souhaits, après avoir discuté à fond de la ligne politique des candidats et de leurs capacités et qualités. Et cependant, c'est entre les mains d'un groupe d'"inconnus" que nous remettons, dans un profond silence, le pouvoir suprême qui scelle nos destinées. (...)

1) Hu Yaobang, ancien secrétaire général du PCC, destitué en 1987 à la suite du mouvement étudiant de l'hiver 1986-87. Deux jours après son décès, le 15 avril, c'est en son honneur qu'éclatèrent les premières manifestations qui seront à l'origine du mouvement étudiant de Mai 89.

26 mai 1989

Aujourd'hui, une atmosphère de désespoir recouvre toute la Chine. (...) Si encore une fois nous ne relevons pas la tête à temps, si nous n'arrivons pas avec notre sagesse, notre audace et notre courage à préserver nos droits, à préserver l'avenir de la République, à écrire l'histoire de nos propres mains, alors, ce qu'a déclaré Liu Binyan (2) à sa conférence de mars de cette année, à l'université américaine de Harvard, deviendra réalité. Il juge qu'en Chine, "si la réforme politique échoue (c'est-à-dire si on ne peut réaliser un système démocratique), il est très probable que la Chine devienne un Etat corrompu à capital bureaucratique (comme la Chine d'avant la libération), ou bien un pouvoir policier par tous ses aspects. Les grandes particularités de la société chinoise d'hier à aujourd'hui, relèvent toutes de son caractère profondément féodal. Le 'parti du prince héritier' (3), apparu dans la Chine qui se prépare à entrer dans le XXI^e siècle, en est une preuve éclatante, et aussi une caricature minable. Il faudrait que tout le monde se penche sur la réalité et réfléchisse sur la situation du centre, des provinces, des villes. Face à cette sombre réalité nous devons absolument nous unir pour former une force et combattre pour la démocratie. Les œufs de poule ne peuvent tomber sur une pierre, mais nous ne sommes pas des œufs de poule. La classe intellectuelle unie doit montrer sa force."

Gagner la démocratie

Sommes-nous capables de gagner la démocratie ? Du moment que nous sommes capables de nous unir pour former une seule force, du moment que nous nous débarrassons du dogme vieillot sur la nécessité de sauver notre précieuse petite personne d'intellectuel alors nous serons capable de gagner la démocratie. Après dix années de libération de la pensée, la classe des intellectuels est justement en train de se réveiller et de prendre conscience de sa propre force. L'exemple le plus manifeste en est l'apparition du physicien Fang Lizhi dans l'intelligentsia chinoise. Au début de cette année, il appela les intellectuels à s'unir, à combattre pour la démocratie et jusqu'à la libération des prisonniers politiques. Peu de temps après, lancé par le poète Bei Dao (...), cet appel recueillit les signatures de 33 personnalités du monde littéraire. Les signataires réclament la relaxe des prisonniers politiques. Un mois après, lancé par le professeur Xu Liangying, une pétition de soutien signée par plus de 40 scientifiques célèbres dans le monde des sciences et des techniques, a nettement mis en lumière la conscience démocratique des intellectuels et la conscience d'être activement impliqués dans ce combat.

(...) La démocratie chinoise doit au préalable réaliser trois conditions :

1- Aller sur le chemin d'une démocratie parlementaire, ce qui signifie élire de véritables représentants à l'Assemblée

nationale, afin qu'à partir d'elle, se forme un véritable organe national légitime. Si des personnalités comme Fang Lizhi, capables de représenter la volonté de millions d'intellectuels ; et si des gens capables de représenter les ouvriers, les paysans et d'autres classes, peuvent devenir des représentants à l'Assemblée nationale, ils rempliront des fonctions très utiles pour la nomination des dirigeants de l'Etat ; pour chaque mesure à prendre dans la grande réforme économique et politique ; pour s'opposer à la corruption ; et garantir que le gouvernement respecte la loi.

2- S'avancer dans la voie du pluripartisme : la Chine nouvelle, jusqu'à ce jour, n'a pas eu de véritable parti démocratique. Ce qu'on entend par parti démocratique ne sont pas les partis démocratiques actuellement existants (4), qui ne sont de fait que des sections du Parti communiste chinois (PCC). Si la Chine veut la démocratie, elle est obligée d'avoir une démocratie authentique. La démocratie n'est pas garantie par un individu ou un parti. L'essence de la démocratie est, sur la base de l'égalité, de se faire concurrence puis de travailler ensemble. La Chine verra-t-elle l'apparition d'un puissant parti d'opposition ? La réponse est certaine : ce n'est qu'une question de temps. Si nous nous unissons dans la lutte, l'apparition d'un tel parti sera plus rapide et le processus de démocratisation s'accélérera. Si Fang Lizhi avait l'intention de fonder un parti, ceux qui le suivraient seraient innombrables. C'est pourquoi on peut affirmer que nous avons de la force. Il ne faut pas juger que notre activité démocratique est vaine. C'est à la fin ultime que les résultats écloront.

Les quatre principes

Ici, il faut encore parler des quatre principes fondamentaux (5). Partout et sans cesse, retentit l'exigence d'en finir avec les quatre principes. Nous l'approuvons des deux mains. Dans la recherche d'une démocratie réelle, rien ne s'oppose à la préparation de bulletins de vote pour les citoyens, peu importe que les quatre principes puissent ou non être supprimés, il est d'abord nécessaire d'exiger que les autorités, face à quelque acte que ce soit qui heurte les quatre principes, fassent une déclaration explicite de se conformer aux normes légales. Sinon, la constitution ne serait qu'une boule de pâte entre les doigts d'un responsable. Si tu critiques le parti en jugeant que son style de travail est incorrect, ils peuvent trouver que c'est encore supportable. Rien ne s'oppose à te laisser dire quelques mots. Mais un jour, ils trouvent que ça heurte leur sensibilité, que ça heurte les fondements, que ce n'est plus supportable, et ils se met-



tent à bondir, ils disent que tu t'opposes aux quatre principes, que c'est synonyme de contre-révolution. Ils créent alors de toutes pièces des preuves accablantes, condamnent légèrement à quelques années, lourdement à plus de quinze ans, et ils disent encore qu'il n'y a pas de prisonniers politiques en Chine. La loi apparaît ici sans force. Si c'est ainsi, quelle crédibilité démocratique a la Chine ?

3- Réaliser la liberté d'information. Une grande particularité de la démocratie est que les masses de citoyens bénéficient le plus largement possible de l'information. Un pays sans liberté d'information est fatalement un pays sans démocratie. Il faut exiger que les autorités autorisent la fabrication par le peuple de journaux, ainsi que de émissions de radio et de télévision. Si nous avons une véritable Assemblée nationale, elle aurait sûrement adopté des lois *ad hoc* pour garantir la jouissance de la liberté d'information pour les citoyens.

A la conclusion de ce texte, les auteurs veulent affirmer avec force que la démocratie est un processus historique auquel on ne peut résister. En Union soviétique, Eltsine a été élu représentant au parlement ; en Pologne, il existe un syndicat des travailleurs unis ; en Hongrie, le multipartisme est déjà réalisé. En 1988, plus de 12 000 membres ont quitté le PCC et seulement 2 000 y sont rentrés. En Asie, les étudiants birmanes ne craignent pas de braver les dangers, en Corée du Sud, les étudiants combattent pour la démocratie avec des bouteilles d'essences.

Cette phrase exprime une vérité indéniable : "pour se sacrifier, il faut avoir une grande force de volonté". Actuellement, le moment est venu pour les jeunes femmes et hommes de la Chine, courageux et excellents, de combattre pour l'existence et le développement de la démocratie. ■

Le Parti d'avril Avril 1989

2) Liu Binyan est un journaliste connu pour ses enquêtes et reportages sur les multiples cas de corruption, prévarication, détournements, abus de pouvoir, et auquel les lecteurs s'adressaient souvent pour qu'il les aide dans leurs plaintes par ses publications. Il était proche de Hu Yaobang, et a été exclu du parti en 1987, en compagnie de deux autres intellectuels célèbres, Fang Lizhi et Wang Ruowang.

3) Le 'parti du prince héritier' est une expression désignant traditionnellement la transmission héréditaire du pouvoir, en référence aux coteries de la Chine impériale dans les intrigues de palais. Allusion au népotisme du régime.

4) Les partis démocratiques qui ont une existence légale sont ceux qui s'allient au PCC dans la lutte anti-japonaise. Ils continuent à exercer un rôle de club d'idées, mais n'ont plus d'activité autonome.

5) En 1979, après que le mouvement des réformes ait été lancé par Deng Xiaoping et en même temps que s'engageait la répression du mouvement démocratique chinois alors apparu, le Comité central adopta une résolution réaffirmant son attachement indéfectible aux quatre principes fondamentaux suivants : maintenir la voie du socialisme ; maintenir la dictature démocratique du peuple et la dictature du prolétariat ; maintenir le rôle dirigeant du PCC ; maintenir le marxisme-léninisme et la pensée Mao Zedong.

30 ans de brouille

LES MOBILISATIONS révolutionnaires des étudiants chinois ont fait passer au second plan la rencontre — pourtant historique ! — entre le Numéro un soviétique Michael Gorbatchev et les dirigeants de la République populaire chinoise, rencontre qui a mis fin à un conflit remontant à la fin des années 50. Il est évident qu'aussi bien Moscou que Pékin avaient intérêt à se mettre d'accord, à un moment où l'un et l'autre devaient faire face à des problèmes très graves, aussi bien économiques que politiques. Cette réconciliation aura certes des conséquences importantes sur le terrain international. Mais à l'heure où les "réformes libérales", la *perestroïka*, et "l'économie de marché" ont supplanté la "marche victorieuse vers le socialisme" et la "lutte intransigeante contre l'impérialisme, ce tigre en papier", il serait intéressant de revenir aux sources de ce conflit et de rappeler les thèmes fondamentaux des polémiques sino-soviétiques des années 60 et 70, qui ont causé une profonde rupture dans le mouvement communiste mondial.

Livio MAITAN

LES DIVERGENCES entre la direction chinoise et la direction soviétique ont surgi dès 1957, à l'occasion de la conférence des partis communistes, à Moscou. Elles se sont accentuées dans les années suivantes, en aboutissant à une véritable rupture en 1963-1964. Par la suite, la polémique a continué de plus belle, mais, la critique des dirigeants chinois, y compris avant la mort de Mao, s'est déplacée progressivement sur un terrain différent.

Au départ, les Chinois critiquaient les Soviétiques essentiellement sur quatre thèmes : la conception de la coexistence pacifique, les conséquences d'une guerre éventuelle, l'attitude envers la révolution coloniale, et la conception de la voie pacifique et parlementaire au socialisme.

Déjà lors de son 20^e congrès (1956), le Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) avait avancé l'idée de la "non inévitabilité" de la guerre. Par la suite, il avait mis de plus en plus l'accent sur la coexistence pacifique et notamment Khrouchchev avait théorisé la possibilité d'un compromis avec l'impérialisme américain. Le Parti communiste chinois (PCC), tout en ne rejetant pas la coexistence, insistait sur l'idée que la guerre est inhérente au capitalisme et que l'impérialisme n'avait pas, et ne pouvait pas changer de nature. En fait, l'impérialisme américain n'avait guère rectifié sa politique et continuait à se préparer à des conflits militaires. En deuxième lieu,

alors que les Soviétiques mettaient l'accent sur les "conséquences fatales" d'un conflit nucléaire éventuel, les Chinois faisaient entendre un autre son de cloche : une guerre aurait permis une nouvelle avancée décisive de la révolution, avec "la destruction rapide des monstres impérialistes".

Détente et révolution

Troisièmement, les Chinois accusaient les Soviétiques de sacrifier la solidarité active avec la lutte des peuples coloniaux, sur l'autel de leur politique de détente. Cette divergence se concrétisait, par exemple, dans l'attitude envers la révolution algérienne : alors que la Chine reconnaissait le Gouvernement provisoire, l'URSS ne le faisait pas, et exprimait son soutien à la politique du général de Gaulle. Qui plus est, les Chinois, à la différence des Soviétiques, avançaient des critiques à l'égard de certains dirigeants des bourgeoisies nationales, et sur le terrain théorique, ils défendaient l'idée de la révolution ininterrompue, en se réclamant de Lénine. Il est vrai que parfois, ils combinaient "révolution ininterrompue" et révolution par étapes ; toujours est-il qu'ils mettaient plus souvent l'accent sur l'action de classe des masses ouvrières et paysannes, indépendamment des directions bourgeoises "nationales" et, dans certains cas, même contre elles.

Quatrième divergence : les Chinois

exprimaient leur désaccord avec la conception adoptée par le PCUS, dès 1956, selon laquelle il serait désormais possible d'avancer vers le socialisme par voie pacifique et parlementaire. Cette critique fut formulée de la façon la plus systématique en décembre 1962, dans un article visant la politique opportuniste de Palmiro Togliatti, le principal dirigeant du Parti communiste italien, à l'époque.

Un conflit entre Etats

Au fur et à mesure que la polémique se développait, dans des formes de plus en plus dures, au delà de quelques accalmies conjoncturelles, de nouveaux thèmes étaient avancés par les Chinois et le conflit devenait de plus en plus nettement un conflit entre deux Etats, dans des domaines d'une importance majeure. Déjà lors de l'été 1960, Moscou avait rappelé ses experts, et s'était ainsi acheminé vers une rupture des rapports économiques, ce qui ne pouvait qu'être très préjudiciable à la Chine. Cela allait de pair avec des polémiques sur les choix économiques respectifs. Les Soviétiques critiquaient l'idée des dirigeants maoïstes selon laquelle la Chine devait compter surtout sur ses propres forces, et exaltaient la division internationale du travail dans le "camp socialiste".

En fait, s'il est vrai que les Chinois n'étaient pas à l'abri de déformations autarciques, il est incontestable, par ailleurs, que Moscou exigeait que le développement des autres pays "socialistes", et donc la Chine, fût subordonné à ses propres besoins. En 1963, une polémique éclatait à propos de la signature du Traité de Moscou sur l'arrêt des expériences nucléaires dans l'atmosphère, dans l'eau et dans l'espace, traité que la Chine refusait de signer. Il faut préciser qu'une clause non écrite de ce traité comportait l'engagement soviétique de ne pas livrer des armes et des secrets nucléaires à la Chine ce qui constituait une violation de l'accord réalisé entre l'URSS et la Chine en 1957.

L'argument de Moscou, repris par tous ses partenaires dans le monde, était que l'URSS était le bouclier nucléaire du "camp socialiste" tout entier. Les Chinois rejetaient une telle "théorie" qui, en fait, impliquait la reconnaissance de l'hégémonie de Moscou sur tous les Etats ouvriers, et donc, le pouvoir de sa bureaucratie de prendre éventuellement à elle seule des décisions capitales. L'escalade allait donc bon train, même au niveau des rapports entre les deux Etats. Le point culminant fut atteint six ans plus tard, en mars 1969, lorsque des incidents frontaliers sur le fleuve Oussouri débouchaient sur des affrontements armés entre les deux pays hier encore "frères".

Assez rapidement, aussi bien grâce au prestige d'une révolution encore récente, que de la méfiance croissante envers la politique de Moscou, les positions chinoises gagnèrent une très large



Khrouchtchev et Mao, avant la grande brouille (DR)

audience au sein de certains partis communistes et dans des mouvements anti-impérialistes.

Le schisme maoïste

Au cours de la première période du conflit le Parti communiste chinois a obtenu, sous différentes formes, l'appui des plus importants partis communistes asiatiques (PC vietnamien, PC nord-coréen, PC indonésien, PC japonais et PC de gauche en Inde où une scission s'était produite). En Europe orientale c'est le parti albanais qui s'est aligné sur Pékin pour toute une période, avant d'assumer une position indépendante, condamnant le "révisionnisme" aussi bien soviétique que chinois. Les autres partis communistes d'Europe orientale, sauf bien entendu le parti communiste yougoslave, ont soutenu Moscou, de même que la grande majorité des autres partis communistes en Europe capitaliste et en Amérique latine (le PC cubain a toujours représenté un courant spécifique). Dans certains pays, des scissions se sont produites : la plus importante, en ce qui concerne l'Europe capitaliste, a eu lieu en Belgique. Ailleurs, de petits groupes se réclamant du maoïsme se sont constitués, mais sans obtenir une influence un tant soit peu consistante.

Des mouvements et des organisations maoïstes — le plus souvent sans liens officiels avec Pékin — se sont formés, surtout à partir de la fin des années 60, notamment sous l'influence de la "révolution culturelle" (en Italie, dans l'Etat espagnol, au Portugal, en Allemagne, au Pérou, en Colombie, au Maroc, en Turquie, etc.). Pendant des années, le maoïsme a exercé une influence assez considérable et directe sur des partis

communistes asiatiques autres que ceux que nous avons déjà mentionnés, notamment le PC thaïlandais et le PC philippin. Aujourd'hui encore, quoique de façon plus réduite, le maoïsme continue d'exercer une influence, sur certains courants.

A l'époque, notre propre mouvement avait exprimé, son accord avec une série de critiques des Chinois, sans mettre de sourdine sur nos divergences capitales avec eux, et en s'efforçant de saisir les véritables causes du conflit. En effet, il ne s'est agi, à aucun moment, d'un conflit entre

les bureaucrates d'un côté, et les révolutionnaires de l'autre. Il s'agissait d'un conflit entre deux directions bureaucratiques d'origines différentes et placées dans un contexte différent.

Les Soviétiques défendaient une couche bureaucratique relativement consolidée depuis des décennies, jouissant d'un statut de grande puissance, et ayant atteint un niveau économique incomparablement supérieur à celui de la Chine. Ils étaient surtout intéressés à trouver un *modus vivendi* avec l'impérialisme, permettant d'éviter des tensions et des explosions trop dangereuses à l'échelle internationale, de réduire partiellement les frais militaires, et de faire des concessions économiques à leurs propres masses. Ils étaient intéressés à concentrer leurs efforts d'aide en direction de bourgeoisies nationales du Tiers-monde, même au détriment de la Chine. Ils pouvaient projeter la compétition avec les pays capitalistes dans les termes d'une compétition économique qui, d'après les espoirs de l'époque, leur aurait permis en l'espace de 15 à 20 ans d'atteindre, voir même dépasser le niveau des pays les plus industrialisés. C'est justement cette perspective qui constituait le noyau central de l'idéologie khrouchtchévienne.

Le radicalisme chinois

Les dirigeants chinois, dont le pouvoir était issu d'une révolution encore très proche, étaient quant à eux, à la tête d'un Etat économiquement très arriéré, objet de menaces, d'attaques et de pressions multiples de la part de l'impérialisme, et qui ne s'était pas encore résigné à accepter le fait historique de la révolution chinoise. Ils ne pouvaient

miser raisonnablement sur une victoire dans la compétition économique à une échéance prévisible. Ils estimaient donc que leur défense pouvait être facilitée par l'éclatement d'autres luttes révolutionnaires, notamment dans les pays dominés par l'impérialisme. Par ailleurs la Chine, même arriérée, était trop forte pour accepter sans réagir l'hégémonie de Moscou, de même qu'à des moments cruciaux de sa révolution elle n'avait pas accepté les "conseils" de Staline, suggérant à Mao de ne pas se lancer dans la lutte pour le pouvoir et de chercher un compromis avec le Kouo-min-tang.

Tout au long de la "révolution culturelle" (1966-1969), les attaques du PC chinois contre le PCUS sont devenues encore plus dures. Désormais le leitmotiv n'était plus tout simplement celui du révisionnisme de Moscou en matière d'idéologie et d'orientation politique : les dirigeants soviétiques étaient également accusés d'avoir restauré le capitalisme et l'Union soviétique était désormais caractérisé comme un pays "social-impérialiste".

Les "trois mondes"

C'est au début des années 70 qu'un tournant se dessine dans la politique extérieure chinoise. Sous la pression de l'échec de son effort d'écraser, par une guerre barbare, la lutte du peuple vietnamien, la direction impérialiste des Etats-Unis esquissait une révision déchirante de sa politique en Asie. Un volet essentiel de cette révision était la reconnaissance du fait accompli de la révolution chinoise et donc, l'établissement de rapports normaux avec Pékin, dans l'espoir, entre autres, de mieux exploiter à son avantage le conflit sino-soviétique. La visite du président américain Nixon en Chine était l'expression la plus spectaculaire de ce "cours nouveau".

Or, avant même cette visite, les dirigeants chinois avaient ouvertement soutenu les dictateurs du Pakistan Ayub Khan et Yahya Khan, qui écrasaient tout mouvement populaire, et ils avaient refusé toute solidarité au peuple du Bangladesh, en lutte pour son indépendance nationale. Ils avaient également soutenu le gouvernement du Sri Lanka, au moment où celui-ci massacrait des milliers de jeunes en révolte. En même temps, ils avaient fait l'éloge des gouvernements bourgeois d'Europe occidentale, sous prétexte que le Marché commun constituerait un instrument d'opposition à l'impérialisme américain. Le tournant de Washington ne pouvait que les pousser plus loin dans cette direction.

L'aboutissement de cette évolution, sur le terrain idéologique, était l'adoption de "la théorie de la division en trois mondes", qui avait été déjà esquissée en 1974 par Mao lui-même, et qui fut exprimée sous une forme plus systématique au cours de l'année 1977. Selon cette théorie, il ne fallait plus utiliser la catégorie de "camp socialiste" opposé au camp

capitaliste, mais il fallait reconnaître la nouvelle réalité mondiale, c'est-à-dire l'émergence de trois mondes : celui des deux "superpuissances impérialistes", l'URSS et les Etats-Unis, celui des pays socialistes et des nations opprimées par l'impérialisme (auquel la Chine elle-même appartenait) et celui des pays développés qui se trouvent entre les deux. Par ailleurs, il fallait établir une distinction entre les deux superpuissances. C'était l'Union soviétique qui représentait "l'impérialisme le plus féroce et le foyer de guerre mondiale le plus dangereux". Voilà donc justifiées toutes les ouvertures de Pékin à l'égard des Etats-Unis, et des pays capitalistes d'Europe occidentale, eux aussi menacés en premier lieu par "le danger représenté par le social-impérialisme soviétique". Par conséquent, la lutte contre la guerre devait être menée sur la base d'un front uni des "pays socialistes", du prolétariat international, des pays du Tiers-monde et de ceux du second, en rejetant toute politique d'apaisement à l'égard du "social-impérialisme" de Moscou.

Un tournant réactionnaire

Cependant, le tournant chinois se concrétisait par une série de prises de position absolument contraires aux intérêts du mouvement ouvrier et anti-impérialiste dans différentes régions du monde. Il suffit de rappeler quelques exemples pour s'en convaincre. Lors du coup d'Etat du général Pinochet, en septembre 1973, les dirigeants chinois ne se sont pas associés à la campagne internationale de dénonciation, mais se sont empressés d'exploiter les marges de manœuvre dont ils pensaient pouvoir disposer à la suite de la chute d'Allende, dans le but d'affaiblir les positions de l'"ennemi principal" : l'URSS. Ils n'ont pas non plus hésité à soutenir le général Nemeyri, alors que celui-ci massacrait les syndicalistes et les communistes au Soudan. Ils ont entretenu des rapports amicaux avec le Shah d'Iran. Ils flirtaient avec des politiciens bourgeois conservateurs, voire réactionnaires du "second monde", comme l'Italien Fanfani, le Portugais Sa Carneiro ou l'Allemand Strauss. Qui plus est, les dirigeants chinois étaient d'une extrême discrétion à l'égard des grandes luttes de masses, par exemple en Italie et dans l'Etat espagnol. En 1975, lorsque la montée révolutionnaire était à son point culminant au Portugal, ils étaient occupés à dénoncer d'hypothétiques manœuvres du social-impérialisme dans ce pays !

Ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard que les "théories" des années 70 furent explicitement abandonnées et que l'Union soviétique fut de nouveau présentée comme un pays "socialiste". Cela confirme bien que les "théories" successivement avancées par les directions bureaucratiques ne visaient qu'à justifier *a posteriori* les tournants de la bureaucratie au pouvoir. ■

24 mai 1989

Le conflit sino-soviétique dans le texte

IL SERAIT bien entendu impossible de reproduire in extenso les milliers de pages de polémiques, et d'invectives échangées entre les deux partis "frères", tout au long des trois décades de brouille. Nous nous contenterons donc de reproduire quelques citations qui résument les positions des deux partis communistes sur les principaux thèmes de leur désaccord.

DOCUMENT

LA COEXISTENCE PACIFIQUE : "L'Union soviétique et tous les pays socialistes ont ouvert à l'humanité le chemin d'un développement social sans guerre, sur la base d'une collaboration pacifique. Le conflit entre les deux systèmes doit, et peut, être résolu par des moyens pacifiques. (...) La coexistence est une chose réelle, une nécessité objective découlant de la situation mondiale actuelle de la société humaine. (...) Plusieurs personnalités bien connues, et en premier lieu le président Eisenhower, veulent trouver les voies pour renforcer la paix." (URSS : N. Krouchtchev, discours au Soviet Suprême, 31 octobre 1959)

"Lénine nous a enseigné qu'à l'époque de l'impérialisme, le système impérialiste est source de guerre. La guerre impérialiste est la continuation de sa politique d'agression et d'asservissement. En temps de paix, l'exploitation et l'oppression par les impérialistes des peuples chez eux, leur domination et leur pillage dans les colonies et les semi-colonies, et la rivalité entre les groupes du capital monopoliste dans les divers pays, engendrent en fait de nouvelles guerres. Pour les impérialistes, la paix n'est rien d'autre qu'un intervalle entre deux guerres. Profitant de l'intervalle, ils travaillent énergiquement à étendre leurs armements et à faire des préparatifs pour une prochaine guerre. Dernièrement, certaines figures représentatives du groupe dirigeant des Etats-Unis semblent rendre verbalement grâce à la paix,

et se poser en pacifistes. Mais de nombreux faits ont montré que, tout en jonglant avec la paix, Eisenhower et les siens ont fait d'actifs préparatifs de guerre. Ils n'abandonneront jamais leur politique de guerre. La paix désirée par l'impérialisme américain est une paix de domination de tout le globe par les Etats-Unis. Ni Eisenhower aujourd'hui, ni Dulles (Secrétaire d'Etat d'Eisenhower, ndr) dans le passé, n'ont fait aucun effort pour cacher le sens réel de leur prétendue "paix avec justice". C'est une paix dont l'objet est d'éliminer le socialisme, de ne permettre aucune révolution dans aucun pays, et de forcer tous les peuples du monde à se soumettre à l'oppression et à l'exploitation par les capitalistes monopolistes américains." (Chine : *Le Drapeau rouge*, 1er avril 1960)

LA REVOLUTION "ININTERROMPUE" : "Lénine a appliqué et développé d'une façon brillante l'idée marxiste de la révolution ininterrompue, en la considérant comme un principe d'orientation fondamentale de la révolution prolétarienne. Lénine a expliqué que le prolétariat doit conquérir la direction de la révolution bourgeoise démocratique et transformer sans interruption la révolution bourgeoise démocratique en révolution socialiste. Lénine a précisé ultérieurement que la révolution socialiste n'est pas le but final, et qu'il faut avancer encore afin d'accomplir la transition à l'étape plus élevée du communisme. (Chine : Rapport de Lu Ting-Yi, *Hsinhua New Agency*, 23 avril 1960)

"Le prolétariat doit s'unir avec la bourgeoisie dans son soutien aux mouvements nationaux, mais il doit combattre résolument contre ses positions de compromis, de capitulation et d'opposition à la révolution et au peuple. Des mesures doivent être prises pour éviter que la bourgeoisie nationale ne monopolise les résultats de la révolution et ne mette sur pied une dictature bourgeoise. La lutte nationale et la lutte des classes des nations opprimées sont liées réciproquement. C'est seulement quand la lutte nationale se termine victorieusement, qu'il est possible de parler de libé-

ration pour les classes opprimées et seulement quand la lutte des classes opprimées est réalisée qu'il est possible d'achever la libération nationale intégrale. C'est pourquoi le prolétariat des nationalités opprimées ne doit pas seulement jouer un rôle actif dans les mouvements de libération nationale, mais aussi être au premier rang dans la lutte et l'effort pour devenir la force dirigeante. Le prolétariat doit s'opposer à l'instauration d'une dictature bourgeoise, s'efforcer de former une dictature démocratique populaire, diriger la révolution de façon à ce qu'elle culmine dans le socialisme et supprimer complètement l'inégalité parmi les nationalités et les classes." (Chine : *Le Quotidien du peuple*, 25 juillet 1963)

"Dans leurs conversations avec des délégations des partis communistes des pays libérés, dans leurs discours et allocutions à des conférences internationales, les représentants chinois ne parlent que de la nécessité de déclencher la lutte armée dans ces pays. (...) Les marxistes-léninistes ont toujours appuyé les soulèvements armés contre les seigneurs colonialistes et contre les tyrannies, ont appuyé les guerres de libération des peuples opprimés, et continuent à agir ainsi. Mais ils se sont toujours opposés à une tactique schématique, qui est basée sur une utilisation dogmatique d'une seule forme de lutte, sans tenir compte des conditions concrètes. Pareille tactique est d'autant plus néfaste dans la situation présente, que dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, des gouvernements nationaux sont venus au pouvoir, qui poursuivent une politique anti-impérialiste. Lorsqu'on pose dans une telle situation le mot d'ordre de la lutte armée en tant que solution universelle, on crée doublement des dommages, on désorienter les forces de libération nationale et on les retient de combattre l'impérialisme. N'est-il pas insensé de dire que la tâche de l'insurrection armée est placée devant les travailleurs d'Algérie, du Ghana, du Mali et de quelques autres pays ? Pareil objectif aboutit en définitive à appuyer les réactionnaires, qui désirent renverser les gouvernements existants dans ces pays. Et la tentative de réaliser cet objectif ne créerait que des dommages dans des pays comme l'Indonésie ou Ceylan." (URSS : *Souslov*, *Pravda*, 3 avril 1964)

TRANSITION PACIFIQUE : "Nous devons participer aux luttes parlementaires, mais sans aucune illusion dans le système parlementaire bourgeois. Pourquoi ? Parce qu'aussi longtemps que la machine étatique des seigneurs de guerre bourgeois et des bureaucraties reste inchangée, le parlement sera toujours un ornement de la dictature bourgeoise,

même si le parti de la classe ouvrière dispose d'une majorité parlementaire ou devient le parti le plus fort dans le parlement. Aussi longtemps que la machine étatique existe, la bourgeoisie est tout à fait en condition — à tout moment, selon ses propres intérêts — soit de dissoudre le parlement si nécessaire, soit d'utiliser différents trucs ouverts ou cachés pour transformer un parti ouvrier qui serait le parti le plus fort dans le parlement en une minorité, ou pour obtenir comme résultat qu'il ait moins de sièges, même s'il a reçu plus de voix qu'auparavant. C'est pourquoi il est difficile d'imaginer que dans une dictature bourgeoise, il puisse y avoir des changements à la suite de votes au parlement et il est également difficile pour le prolétariat de faire adopter au parlement des mesures aptes à assurer le passage pacifique au socialisme, par le fait d'avoir obtenu un certain nombre de voix. Plusieurs expériences dans les pays capitalistes, pendant une longue période, l'ont entièrement prouvé et les expériences faites dans différents pays d'Europe et d'Asie après la Deuxième Guerre mondiale en fournissent de nouvelles preuves." (Chine : *Drapeau Rouge*, 1960)

RAPPORTS ECONOMIQUES : "Chacun sait que s'appuyer sur ses propres forces ne signifie pas pratiquer une politique de la porte fermée, ni refuser l'aide extérieure. Mais, dans sa révolution et sa construction, chaque pays doit s'appuyer principalement sur ses propres forces, l'assistance extérieure ne jouant qu'un rôle d'appoint. En tout cas, la division internationale du travail et la coopération dans la production ne doivent pas être utilisées comme prétexte pour s'opposer au principe de compter sur ses

propres forces. L'essence de la controverse ne réside pas là. Ceux qui se prononcent contre nous, n'adhèrent vraiment pas à l'internationalisme et n'espèrent pas sincèrement augmenter la puissance de l'ensemble du camp socialiste par une division internationale du travail et une coopération dans la production qui répondent aux besoins de chaque pays et procurent des avantages mutuels. Ils ne les utilisent que comme une marque séduisante pour couvrir leur façon d'agir qui est de chercher un intérêt au détriment des autres, une façon d'agir caractéristique des relations entre pays socialistes, afin d'entraver les efforts déployés par les pays socialistes économiquement sous-développés pour développer une économie nationale indépendante et faire dépendre économiquement ces pays d'eux et les mettre sous leur contrôle politique." (Chine : *Hsinhua News Agency*, 18 septembre 1963).

"La victoire de l'URSS dans la compétition économique avec les Etats-Unis et la victoire du système socialiste tout entier sur le système capitaliste marqueront un tournant radical dans l'Histoire, exerceront une influence encore plus révolutionnaire sur le mouvement ouvrier dans le monde entier. Alors il sera clair, même pour les plus indécis, que seul le socialisme apporte tout ce qui est nécessaire à l'homme pour une vie heureuse, et ils feront leur choix en faveur du socialisme. Gagner du temps dans la compétition économique avec le capitalisme : voilà ce qui est la chose importante aujourd'hui." (URSS : Rapport de Krouchtchev à la conférence des 81 partis communistes, *Problèmes de la Paix et du Socialisme*, janvier 1961). ■

Trois décennies de conflits

- 1950 : Signature par Staline et Mao d'un "Traité d'amitié, d'alliance et d'assistance réciproque", dont la durée prévue est de trente ans.
- 1957 : Premières divergences idéologiques entre les dirigeants soviétiques et les dirigeants chinois, lors de la conférence des partis communistes, à Moscou.
- 1960 : Moscou retire plus de mille techniciens qui travaillaient en Chine et coupe l'aide économique à celle-ci.
- 1960 : Après des débats très vifs, un texte commun de compromis est adopté par la conférence des 81 partis communistes.
- 1962 : L'URSS se déclare "neutre" face à la guerre sino-indienne, sans pour autant suspendre son aide militaire à l'Inde.
- 1963 : A la veille de la signature du Traité sur le bannissement des essais nucléaires, la délégation chinoise interrompt les négociations bilatérales qui avaient lieu à Moscou.
- 1966 : Début de la "révolution culturelle" qui approfondit les divergences entre Soviétiques et Chinois.
- 1969 : Affrontements armés entre troupes chinoises et troupes soviétiques, après des incidents frontaliers sur le fleuve Oussouri.
- 1972 : Visite du président nord-américain Richard Nixon à Pékin et début de normalisation des rapports entre les Etats-Unis et la Chine.
- 1978 : La Chine condamne l'entrée au Cambodge des troupes vietnamiennes (soutenues par l'URSS).
- 1979 : Lors du conflit militaire entre Chine et Vietnam, des unités de la marine militaire soviétique arrivent au Vietnam.
- 1982 : Brejnev reconnaît la souveraineté chinoise sur Taiwan et les premiers contacts visant à rétablir des relations normales entre Chine et URSS commencent.
- 1989 : Le ministre des Affaires étrangères soviétique se rend à Pékin pour fixer la date de la rencontre au sommet entre Gorbatchev et les dirigeants chinois, rencontre qui se déroulera du 15 au 18 mai.

L'INDE et la Chine sont deux pays aux conditions de départ largement comparables, si ce n'est que la Chine, en 1950, sortait d'une longue période de guerres aux ravages considérables, l'Inde n'ayant rien connu de pareil. Deux pays qui ont suivi deux voies de développement radicalement différentes : une voie non-capitaliste en Chine, dans le cadre d'un régime issu d'une révolution paysanne dirigée par un parti communiste ; une voie capitaliste en Inde, dans le cadre d'un régime combinant une démocratie parlementaire avec des cliques et pratiques pré-capitalistes, aboutissement d'une lutte d'indépendance dirigée par une bourgeoisie nationale.

"La plus grande démocratie du monde" ?

LES HASARDS de la programmation des numéros d'Inprecor font que le dossier spécial Inde que nous avons planifié à l'avance, paraît à la fin d'un mois de mai marqué par le formidable mouvement étudiant et populaire de Chine. Saisissons donc cette occasion pour revenir sur une comparaison, classique mais toujours éloquente, entre ces deux géants du continent asiatique qui regroupent ensemble près de 1,8 milliard d'habitants, soit plus du tiers de la population mondiale actuelle, et qui auront à eux seuls, à la fin de ce siècle, autant d'habitants que la planète entière au milieu du siècle.

Salah JABER

Une comparaison éloquente

Une Chine caractérisée par une profonde instabilité socio-politique, avec de graves conséquences perturbatrices sur son développement économique. Une Inde qui est, sans nul doute, un des pays du Tiers-monde les plus stables politiquement, avec une continuité exceptionnelle dans la planification économique au cours des quatre dernières décennies. Et pourtant ! Les résultats sont là, probants : non pas tant les résultats économiques — 310 dollars de Produit national brut (PNB) par habitant pour la Chine, en 1985, contre 260 pour l'Inde, et un taux chinois moyen de croissance annuelle nettement supérieur au taux indien — que ceux, beaucoup plus impor-

tants et déterminants à long terme, des politiques sociales, tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessous.

Certes, pourrait-on dire, c'est bien la moindre des choses que, pour deux pays aux conditions matérielles comparables, celui dont le régime se réclame du communisme soit supérieur au pays capitaliste dans le domaine des services sociaux. Mais il en va de même également, à long terme, dans le domaine de la démocratie véritable, contrairement à ce qui paraît à première vue. L'Inde est aujourd'hui certainement beaucoup plus démocratique, sur le plan formel, que ne l'est la Chine des bureaucrates. Toutefois, "*la plus grande démocratie parlementaire du monde*", titre dont aime se parer la bourgeoisie indienne et dont se glorifie l'impérialisme

discrimination, de sélection et d'oppression, d'origine pré-capitalistes pour la plupart, comme l'explique dans son article notre camarade Trupti Shah, militante féministe connue dans son pays. Quand les rapports entre capital et travail restent similaires à ceux qui prévalaient au XIXe siècle en Europe, comme il ressort du reportage d'Amar Jesani sur la lutte des ouvriers du barrage de Narmada, un des plus grands du monde, lutte dirigée par un syndicat encadré par nos camarades indiens.

Pour une véritable démocratie politique

C'est pourquoi il est possible d'affirmer, comme les récents événements chinois l'ont illustré, que les conditions

réelles d'une démocratie politique véritable, c'est-à-dire l'assurance du minimum alimentaire vital et la diffusion de la conscience politique, sont bien plus mûres, certes relativement, en Chine qu'en Inde. La Chine est sur la voie d'une révolution politique qui instaure une démocratie d'emblée bien supérieure à celle que connaît aujourd'hui l'Inde, voire même à celle que ce pays connaîtra au lendemain de la révolution sociale qui l'attend. ■

Tableau comparatif entre l'Inde et la Chine

	CHINE	(Année)	INDE	(Année)
Alimentation				
Apport journalier en calories par habitants :	2 877	(1983)	2 088	(1981/83)
Santé				
Nombre d'habitants pour un médecin :	737	(1985)	2 520	(1984/85)
Nombre d'habitants pour un lit d'hôpital :	419	(1985)	1 215	(1983)
Taux de mortalité infantile (‰) :	38	(1980/85)	111	(1986)
Espérance de vie, hommes (ans) :	66	(1981)	56	(1986)
Espérance de vie, femmes (ans) :	69	(1981)	57	(1986)
Electrification				
Communes équipées de l'électricité (%) :	87	(1979)	64	(1985)
Education				
Alphabétisation				
Personnes âgées de 15 ans et plus (%) :	73	(1982)	41	(1981)
Femmes âgées de 15 ans et plus (%) :	61	(1982)	26	(1981)
Personnes âgées de 25 ans et plus, sans instruction scolaire (%) :	45	(1982)	65	(1981)

(Tous ces chiffres sont tirés de "Chiffres du monde 1988", publication de l'Encyclopædia Universalis)

25 mai 1989

Rajiv Gandhi sur le déclin



DEPUIS SON SUCCES sans précédent aux élections générales de 1984, qui ont suivi l'assassinat de sa mère (1), le Premier ministre indien, Rajiv Gandhi, a connu un déclin rapide. La défaite qu'a subi son Parti du Congrès, en février dernier, aux élections de l'Etat de Tamil Nadu l'a bien illustré.

Le Parti du Congrès est arrivé péniblement en troisième position derrière la fraction Jayalitha de l'AIADMK (All-India Anna Dravida Munnetra Kazhagam), parti régionaliste tamoul. C'est le DMK (Dravida Munnetra Kazhagam), scission du précédent, qui a gagné les élections. Il s'agit du parti qui est le plus favorable aux Tigres pour la libération du Tamil Eelam (LTTE) au Sri-Lanka, qui représentent pour Rajiv Gandhi un des problèmes les plus épineux de sa politique étrangère (2). Inprecor s'est entretenu avec M. N. Navid, un des dirigeants de la section indienne de la IVe Internationale, sur les changements intervenus dans la situation politique en Inde, ainsi que les répercussions de l'échec de Rajiv Gandhi au Sri-Lanka.

INPRECOR : Quels sont les perspectives de changement dans la situation politique indienne ?

M. NAVID : Le déclin de Rajiv Gandhi n'est pas une surprise. Le cadre dans lequel il faut voir la politique indienne est celui d'une crise endémique de direction politique. Rajiv Gandhi ne peut la résoudre, pas plus qu'aucun de ses successeurs prévisibles. Il y a une sorte de paradoxe entre cette crise de direction bourgeoise endémique et la durabilité globale du système politique dans laquelle elle se déroule. Ainsi une série de crises politiques ont éclaté, sans pour autant donner lieu à de grandes confrontations sociales.

Il faut savoir que depuis le déclin, à la fin des années 60, du Parti du Congrès, aucune formation n'a pris la relève de manière satisfaisante pour la bourgeoisie. Ainsi les élections ont-elles pris progressivement un caractère plébiscitaire. D'une part le programme n'a plus tellement d'importance pour les différents partis politiques. Pour plusieurs raisons. En premier lieu, l'électorat a acquis désormais la certitude que ces différents partis bourgeois seront incapables d'appliquer leurs propres programmes, car ils les ont déjà vu à l'œuvre.

Une autre raison est que tout parti qui arrive au pouvoir au niveau central doit gagner le soutien d'une grande variété de catégories sociales, allant des minorités permanentes, c'est-à-dire les intou-

chables et les musulmans, jusqu'aux castes moyennes et à la bourgeoisie agraire qui occupe une position très importante. Aujourd'hui, la bourgeoisie agraire diffère de la bourgeoisie industrielle dans le sens où, bien que son pouvoir économique soit en déclin relatif, son poids social et politique va grandissant. Elle dispose d'un atout que n'a pas la bourgeoisie industrielle. Elle a la capacité de gagner un soutien de masses. La bourgeoisie agraire, à la recherche d'ascension sociale, représente une catégorie de masse en Inde. C'est pour cela qu'elle est si efficace au niveau des Etats.

Ainsi, comme au niveau national ces partis doivent séduire ce genre de bloc, ils ne peuvent avoir un programme destiné exclusivement à un groupe particulier. Il leur faut alors trouver un programme qui apparaisse comme étant intercastes, inter-classiste, et régionaliste.

■ Cela signifie que la compétition électorale se joue essentiellement sur des personnalités ?

1) Indira Gandhi, fille du dirigeant nationaliste indien Nehru et mère de Rajiv Gandhi, a été Premier ministre à plusieurs reprises. Elle a été assassinée, en octobre 1984, par des membres de la communauté religieuse des Sikhs qui voulaient manifestement venger le massacre des leurs et l'évacuation par l'armée indienne du temple d'Or d'Amritsar, lieu sacré des Sikhs. Dans les semaines qui suivirent la mort d'Indira Gandhi, près de 3 000 Sikhs furent massacrés, dont plus de 2 000 à Delhi.

2) Les Tamouls représentent près de 18% de la population du Sri Lanka (ancien Ceylan), soit 2,7 millions sur une population totale de 15 millions d'habitants. Les Ta-

— Aujourd'hui, on peut dire que les deux principaux rivaux pour la direction politique bourgeoise sont Rajiv Gandhi et son ancien ministre des Finances, V.P. Singh qui est à la tête d'une nouvelle formation politique appelée le Janata Dal, ou le Parti du peuple (3). Ce qui est intéressant à ce sujet, c'est que c'est la personne qui fait le parti, et non pas le parti qui fait émerger le dirigeant. C'est V.P. Singh qui a été l'élément fondateur de ce parti, tout comme autrefois c'est Indira Gandhi puis Rajiv Gandhi qui ont joué un rôle central dans la construction de leur parti.

Si l'on considère toutes les élections législatives qui ont eu lieu depuis 1971, on voit qu'elles ont toutes pris la forme d'un référendum sur une seule question. En 1971, les élections ont été remportées par Mme Gandhi sur le slogan "chassons la pauvreté !". L'élection de 1977 fut remportée par le Parti Janata sur le mot d'ordre : "fin de l'Etat d'urgence, dehors Indira !". L'élection de 1980 a été gagnée en scandant : "dehors le Parti Janata !". L'élection de 1984, quant à elle, a été remportée par Rajiv Gandhi sur le slogan : "sauvons le pays !".

Tout cela parce que ce n'est qu'au niveau d'une simple question ou sur une personne que les partis bourgeois peuvent offrir une alternative qui peut apparaître significative. Les prochaines élections suivront probablement le même schéma et le mot d'ordre probable sur lequel Rajiv Gandhi risque de tomber est : "halte à la corruption !".

En juin 1988, il y a eu d'importantes élections partielles. V.P. Singh lui-même se présenta dans la circonscription d'Alabad. Malgré les énormes moyens employés par le Parti du Congrès, il réussit à battre le candidat de ce parti avec une très large avance de 100 000 voix.

■ Quel est le rôle des partis régionalistes et des partis qui ont une base régionale, comme les partis de gauche ?

— Au niveau d'un Etat, le programme ainsi que la stabilité de la base sociale pèsent plus qu'au niveau central. C'est justement cette force qui, si elle permet au Parti communiste marxiste (PCM) de gouverner au Bengale Occidental, comme certains partis bourgeois dans d'autres Etats, les disqualifie dans la conquête du pouvoir au niveau central. L'expérience du Parti Janata au pouvoir a montré l'instabilité inhérente aux coalitions de partis régionaux, surtout si l'un de ces partis représente la bourgeoisie agraire.

mouls sont essentiellement hindouistes, et les Cinghalais, qui forment la majorité dans l'île sont bouddhistes et considèrent que l'île est le bastion de leur religion. Le Tamil Eelam est constitué par les régions nord et est du Sri Lanka, à majorité tamoule. Les Tigres pour la libération du Tamil Eelam (LTTE) sont la principale organisation séparatiste tamoule. En vertu de l'accord conclu entre l'Inde et le Sri Lanka, en juillet 1987, sur la régionalisation de la partie tamoule de l'île, 6 000 soldats indiens débarquèrent à Jaffna, la place forte du territoire tamoul, en août 1987. A partir d'octobre de la même année, l'armée indienne entreprit une guerre d'extermination contre les Tigres. Voir dans Inprecor numéro 270, du 18 juillet 1988.

Cela parce que la bourgeoisie agraire devient de plus en plus une caste cristallisée avec des intérêts de classe très marqués, et qu'elle va exercer une pression très forte sur ce genre de coalition pour défendre ses propres intérêts. Et cela créera des tensions qui finiront par rompre la coalition.

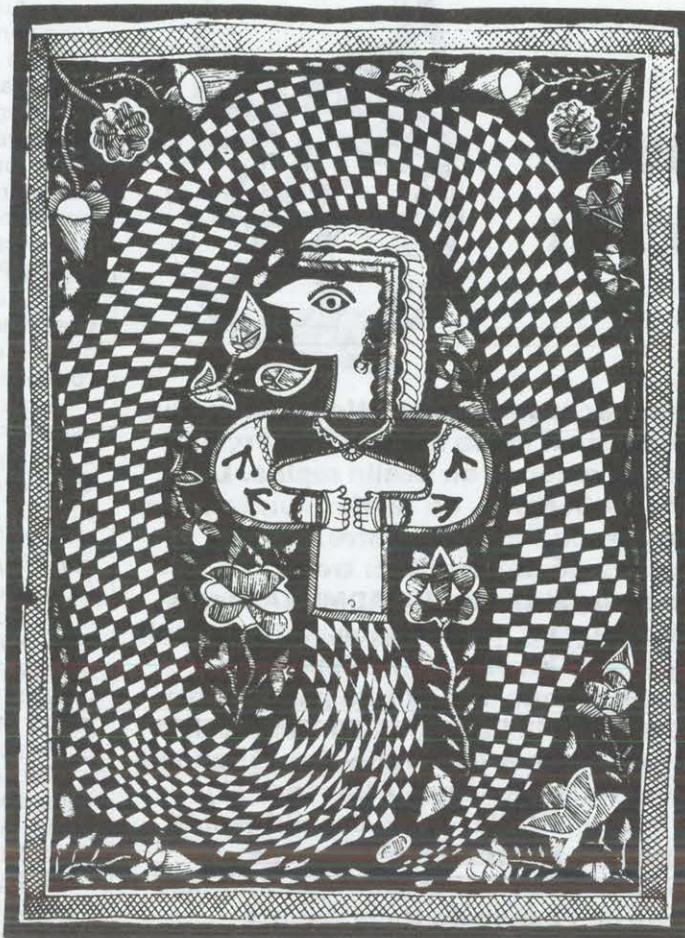
D'autre part, la montée des partis régionaux au pouvoir au niveau des Etats a légitimé et renforcé le système politique dans son ensemble. A la fin des années 60 et au début des années 70, quand le Parti du congrès se mit à décliner, la crise endémique de stabilité de la politique bourgeoise aurait été bien aiguë s'il n'avait pas été possible pour des oppositions régionales bourgeoises d'exercer le pouvoir au niveau des Etats.

■ **A-t-on vu de nouveaux partis émerger des luttes sociales de masse, comme par exemple de la grève historique des ouvriers du textile de Bombay en 1982-1983 ?**

— Il y a eu le Front ouvrier mis en place par Datta Samant, le dirigeant de la grève du textile de Bombay. Il se présenta aux élections de 1984, mais de façon significative, seulement dans l'Etat du Maharashtra. Sa liste était l'expression du mécontentement et de la colère de la classe ouvrière. Le raz de marée Rajiv Gandhi balaya tout le pays et sur les cinq circonscriptions de Bombay, la seule qui résista fut en fait celle où fut élu Datta Samant. Mais depuis lors, ce parti n'a pas connu de succès. En grande partie parce que Datta Samant n'a pas un programme qui aille au delà du réformisme. Dans la mesure où il est prêt à faire alliance avec les partis bourgeois d'opposition, il ne maintient certainement en rien une indépendance de classe.

Ainsi les travailleurs ont compris qu'il ne représentait pas vraiment une alternative. Il sera probablement balayé par la prochaine vague profitant à V.P. Singh. Si les travailleurs pensent qu'il y a une alternative à Rajiv Gandhi, ce sera celle de Singh.

Il est également intéressant de noter que des sections de la gauche maoïste ont émergé des luttes dans les coins les plus arriérés de l'Inde, en particulier au Bihar. Il y a des organisations qui ont des appuis de masse chez les paysans sans terre. Un de ces groupes est le Front des peuples indiens (IPF, Indian Peoples' Front), c'est une organisation large qui a un parti maoïste derrière elle. L'IPF est devenu de plus en plus important dans le Bihar. Il a sans conteste dirigé des lut-



tes très radicales de paysans sans terre. Mais dans une certaine mesure, il a cédé à la tentation d'électorisme et à celle de passer des alliances inter-classistes sans opportunistes.

■ **Rajiv Gandhi a-t-il pu réaliser ses objectifs en matière de politique étrangère ?**

— Son arrivée au pouvoir s'est accompagnée d'une plus grande auto-affirmation de l'Inde, d'une plus grande disposition à jouer le rôle qu'elle s'est elle-même donnée. Les principaux conseillers bourgeois du gouvernement pensent tous que l'Inde va devenir une puissance majeure dans l'arène mondiale. Cela découle pour eux de ses ressources naturelles, de sa taille et de sa suprématie dans la région. Deux exemples importants en ont été donnés récemment, l'accord indo-sri-lankais et l'envoi de troupes indiennes pour mettre fin au coup d'état aux îles Maldives (4).

L'engagement de l'Inde au Sri Lanka a représenté un tournant important. Très peu de temps auparavant, le gouvernement indien avait prévenu le gouvernement sri lankais qu'il ne tolérerait pas les tentatives d'imposer une solution militaire aux Tamouls, contre les Tigres de libération du Tamil Eelam. En fait, lorsque le gouvernement du Premier ministre sri lankais, Jayawardene, entreprit le siège de la ville de Jaffna, le gouvernement indien organisa un pont aérien et le largage de ravitaillement par les airs. Puis soudain, en l'espace d'un mois

et demi, comme l'a si justement dit Premadasa, ministre du gouvernement Jayawardene, les protecteurs des LTTE se mirent à les pourchasser : l'armée indienne se mit à affronter les Tigres. L'accord était lui-même vicié, et ce pour plusieurs raisons. Il l'était tout d'abord fatalement, car les Indiens ont été si prompts à le mettre en œuvre qu'ils ne s'embarassèrent même pas d'impliquer des représentants de groupes Tamouls, même ceux qui auraient pourtant répondu avec empressement à l'appel du gouvernement indien. On a donc eu un accord indo-sri-lankais pour décider du sort des Tamouls dont les représentants étaient complètement exclus. C'était déjà mauvais en soi mais, en plus, les clauses étaient semblables à celles d'un contrat de mariage dans lequel le divorce aurait été prévu. L'accord parlait d'une fusion entre les régions est et nord (les deux régions à majorité tamoule), mais soumise à un référendum pour la population locale, ignorant que pendant une longue période ces régions ont connu une colonisation cinghalaise et des déplacements de Tamouls qui font que, si un référendum a lieu, il y a peu de chances qu'il ratifie une telle fusion.

Cependant, la partie la plus importante de cet accord est la lettre qui lui été annexée plus tard. C'est sans doute elle qui explique le revirement du gouvernement indien. Elle engageait le Sri Lanka à ne pas passer d'alliance militaire avec une puissance tierce qui n'aurait pas l'assentiment de l'Inde.

■ **Cela revient à faire du Sri Lanka un protectorat indien.**

Je pense que la caractérisation la plus exacte serait de dire qu'il s'agissait d'une "doctrine Monroe" partielle (5), une sorte de marchandage. En échange de ce gros avantage en matière de politique étrangère, les Indiens se chargeaient de l'écrasement des LTTE. Mais tout cela s'est écroulé, car ils n'ont pas été capables d'y arriver.

3) A ne pas confondre avec le Parti Janata, alliance de partis de droite et du centre, fondé en 1977.

4) Début novembre 1989, une semaine après l'élection présidentielle, une tentative de coup d'Etat (dans lequel seraient impliqués des "mercenaires" Tamouls des LTTE) eut lieu aux îles Maldives, petit archipel de 200 000 habitants, dans l'Océan indien. Le gouvernement indien envoya 5 000 parachutistes pour mater la rébellion et venir en aide au gouvernement du président Gayoom. Les îles Maldives sont situées à 1 000 kms de la base stratégique américaine de Diego-Garcia et le gouvernement des Maldives avait refusé de louer aux soviétiques l'ancienne base de Gan, abandonnée par les Britanniques en 1976.

5) Principes de politique étrangère des Etats-Unis définis par le président Monroe en 1823, établissant la non-ingérence des Européens dans l'hémisphère occidental.

■ Penses-tu vraiment qu'ils aient échoué ?

— Ils ont échoué et ils le savent. Ils ont eu les yeux plus gros que le ventre. Au-delà d'un certain niveau, il est très difficile d'écraser une rébellion. L'affaire indo-sri-lankaise va se poursuivre sous la forme d'une "insurrection de faible intensité" qui pourra s'éterniser. Aujourd'hui les américains sont engagés dans de telles guérillas de faible intensité un peu partout dans le monde. Ils ont les moyens de les entretenir. Mais l'Inde n'a pas ces moyens, confrontée comme elle l'est à la fois au problème du Pendjab et à toutes sortes d'autres difficultés sur les terrains économique et social.

C'est la première fois que l'Inde s'attaque à une insurrection extérieure. Pour la première fois, le gouvernement indien a été sollicité pour intervenir comme garant de la paix civile dans un pays tiers. Ce fut donc d'un certain point de vue un grand pas dans le sens de ses ambitions en politique étrangère régionale. D'un autre côté, il a subi une très grave défaite. L'Inde essaye de s'en échapper et cherche une voie de sortie. Si elle ne fait que se retirer cela apparaîtrait trop comme un camouflet. En même temps, comme les Indiens n'ont pas été capables de remplir leur contrat, l'opposition à l'accord s'est également amplifiée à l'intérieur du Sri Lanka, au sein du gouvernement et parmi les masses cinghalaises. Toute fois si le gouvernement indien n'arrive pas à liquider les Tigres, il est certain que celui du Sri Lanka ne le pourra pas non plus.

■ Quelle attitude faut-il avoir à l'égard du mouvement tamoul au Sri Lanka ?

— La position de principe à prendre concernant cette question est très claire. Elle est qu'il faut faire pression sur le gouvernement indien pour qu'il apporte un soutien en tout genre aux Tigres afin d'empêcher le génocide des Tamouls. Mais il ne faut pas pour autant se faire d'illusions quant aux LTTE, qui ont parfois été abusivement caractérisés dans

certain milieux comme une organisation marxiste. Il n'y a pas du tout d'organisations marxistes parmi les différents mouvements de résistance du Sri Lanka. Ce sont des nationalistes radicaux. Dans une certaine mesure, la brutalité de la répression crée aussi une sorte de contre-brutalité de la résistance. On a déjà vu cela au Kampuchea, avec les Khmers Rouges.

Il est important de savoir qu'avant que le gouvernement Jayawardene ne choisisse la solution militaire, c'est-à-dire avant 1986, la force politique qui était la plus populaire chez les Tamouls n'était pas les LTTE mais le Front uni de libération tamoule (TULF), la formation politique bourgeoise modérée. Mais après 1986, ce sont les Tigres qui, malgré leurs échecs, se sont placés à l'avant-garde de la résistance. Et c'est précisément pour cette raison qu'ils ont gagné le soutien et la fidélité d'une large base.

■ Les Tigres sont-ils soutenus par des forces politiques en Inde ?

— Ils ont été soutenus par le parti d'opposition dans l'Etat du Tamil Nadu, le DMK. Mais ce soutien s'est un peu affaibli. Après l'accord indo-sri-lankais, le DMK ne pouvait prendre ouvertement position contre l'accord et demander le retrait de l'Inde. Aucun parti politique indien d'ailleurs ne le demande, à part des groupes d'extrême gauche. Le PC indien et le Parti communiste marxiste, les grands partis réformistes, ont également soutenu l'action indienne. Mais maintenant, comme l'Inde s'enlise dans un marécage, ils commencent à se joindre à ceux, de plus en plus nombreux, qui demandent le retrait des Indiens.

Je pense qu'un soutien bien plus important viendra probablement de la communauté tamoule à l'extérieur du Sri Lanka, en Europe et ailleurs.

D'autre part, même si les Tamouls indiens sont affectés par ce qui se passe au Sri Lanka, ils ne le sont pas au point de soutenir les LTTE. Leur attitude est complexe. Il faut dire aussi que des groupes de réfugiés du Sri Lanka dans le Tamil Nadu se sont coupés de secteurs de la population tamoule à cause du soutien spécial qu'ils recevaient, etc. (il y avait 150 000 réfugiés sri lankais dans l'Etat du Tamil Nadu, ndlr).

La compassion qu'éprouvent très certainement les Tamouls indiens envers les Tamouls du Sri Lanka ne se traduit cependant pas par le soutien à l'objectif du Tamil Eelam. En fait, ce que les LTTE eux-mêmes entendent par Tamil Eelam n'est pas très clair. Ils parlent parfois d'une sorte d'autonomie très large dans laquelle ils seraient la force dominante, tout en restant dans le cadre d'une union du Sri Lanka, et d'autres fois, ils parlent d'indépendance. C'est pourquoi il faut être très prudent dans nos prises de positions. Nous respectons le droit à l'autodétermination de la

minorité tamoule opprimée, mais nous nous en tenons là, sans aller jusqu'à dire qu'ils doivent avoir un Etat séparé. Je pense que, en dernier ressort, c'est à eux d'en décider.

■ D'aucuns prétendent que l'accord indo-sri-lankais possède un caractère anti-impérialiste en raison de l'annexe qui interdit les bases étrangères sur le territoire du Sri Lanka. Cette clause vise-t-elle les Américains ?

— Il est vrai que les Américains se sont intéressés à Trincomalee, qui est l'un des meilleurs ports naturels de la région. Mais quand les Indiens ont fait clairement savoir au gouvernement Jayawardene qu'ils ne toléreraient pas de solution militaire sri-lankaise au problème tamoul, Jayawardene s'est certainement tourné vers l'Ouest et les Etats-Unis. D'ailleurs, même avant cela, certains indices témoignaient du soutien que lui apportait les services secrets israéliens, le Mossad. Mais les Américains ont refusé d'aider le gouvernement sri lankais.

Et ce qui est très intéressant c'est que, tout en ayant un axe stratégique avec le Pakistan, ils ont clairement soutenu l'accord, applaudi l'Inde pour l'avoir signé et avoir envoyé l'IPKF (les Forces indiennes de maintien de la paix). Ils ont également applaudi l'Inde pour avoir écrasé le coup d'Etat aux îles Maldives. En fait, les Américains sont arrivés à la conclusion que pour ces problèmes, c'est le gouvernement indien qui devra jouer le rôle de gendarme.

Sachant que les Etats-Unis ne le soutenaient pas, Jayawardene a compris qu'il n'avait d'autre option que de s'entendre avec l'Inde. Et il était prêt à faire toutes les concessions nécessaires pour cela.

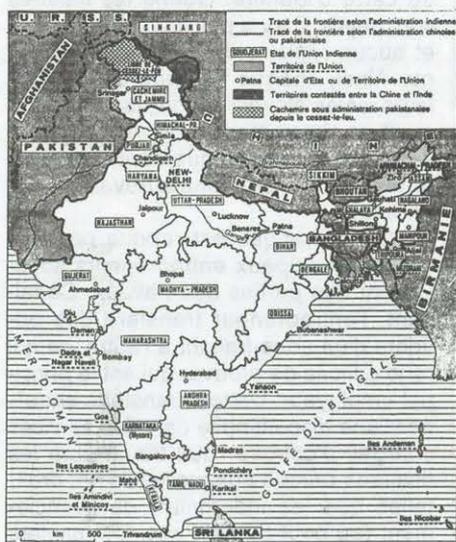
■ Cela soulève la question de savoir à quel degré l'Inde est anti-impérialiste...

— Elle ne l'est pas, bien sûr. On ne peut vraiment pas prendre au sérieux cette affirmation. Son intervention au Sri Lanka n'est pas du tout un signe d'anti-impérialisme. C'est le genre d'absurdité que disent ceux, qui, comme le PCI et le PCM, veulent donner une couverture de gauche à l'action de l'Inde. Cela doit être complètement rejeté.

■ L'attitude de ces deux partis est-elle due à l'alliance du gouvernement indien avec l'Union soviétique ?

— En effet. Mais il est difficile pour eux de prétendre qu'il est anti-impérialiste au moment où les américains eux-mêmes l'applaudissent et le félicitent pour le magnifique travail réalisé aux Maldives et au Sri Lanka.

Propos recueillis par Gerry Foley Décembre 1988



La grève du barrage de Narmada

PLUS DE 2 000 travailleurs se sont mis en grève illimitée le 30 janvier 1989, contre la firme J.P. Associés, principale entreprise participant à la construction du barrage de Sardar Sarovar. Ce barrage est construit sur la rivière Narmada à Kevadia Colony, dans le district de Bharuch de l'Etat du Goudjerat. Le principal organisateur de la grève, le secrétaire général du syndicat Vadodara Kamdar (VKU), Thakorebhai Shah, membre de la section indienne de la IVe Internationale, a été blessé dans un attentat. Une grève de la faim illimitée a été entreprise le 4 avril 1989, au 65e jour de la grève, en face du principal bureau de la Narmada Nigam à Baroda, Goudjerat.

Amar JESANI

LE PROJET de développement de la Vallée de la Narmada est aujourd'hui, en Inde, le plus grand projet concernant une rivière. Ce plan comprend la construction de 30 ouvrages d'irrigation majeurs, de 135 ouvrages moyens et de 3 000 ouvrages mineurs le long de la rivière Narmada et de 41 de ses affluents. L'un des plus grands barrages, le Sardar Sarovar, va submerger 19 villages du Goudjerat, 33 dans le Maharashtra et 182 dans le Mahya Pradesh.

Déportation des "intouchables"

Des dizaines de milliers de personnes qui vivent dans ces villages seront déportées pour faire de la place pour le barrage. On a choisi pour cet exode les couches les plus faibles et les plus déshéritées de la population, dont la plupart proviennent des tribus et des castes d'"intouchables".

Il est bien connu, à présent, que le gouvernement n'a ni les ressources ni la volonté d'assurer une réinsertion rapide et juste de ceux qui seront ainsi chassés. De plus, la réinstallation des tribus conduira à une importante rupture sociale et culturelle dans leur vie. Ces dernières années, ceux dont le déplacement était prévu se sont graduellement organisés et font de l'agitation pour obtenir une politique globale de repeuplement.

Le gouvernement a répondu à cette agitation en imposant la loi coloniale du "secret officiel" (*Official Secrets Act*) sur le lieu du barrage et dans les régions environnantes. Cette loi interdit à tout "étranger" d'entrer dans la zone interdite, empêchant ainsi les travailleurs du

barrage et les milliers de déplacés de mobiliser leurs militants.

Le 30 janvier, jour où les travailleurs du barrage ont entrepris leur lutte, des centaines d'habitants de la région ont manifesté contre cette loi. 80 militants ont été arrêtés sous l'accusation d'espionnage et de conspiration avec les travailleurs du barrage, en vue de dynamiter les portions déjà achevées de la construction. Le Syndicat Vadodara Kamdar, qui organise les travailleurs du barrage, a participé, le 30 janvier, à une manifestation contre la loi, initiant des liens étroits entre les travailleurs du barrage et les populations déplacées.

La principale question soulevée par la grève des ouvriers du barrage est la violation de leurs droits civiques fondamentaux. Ils ne luttent pas pour de meilleurs salaires, ni pour arrêter définitivement la construction du barrage. Pourtant, les écologistes avaient présenté un dossier convaincant contre celui-ci, sur la base du désastre écologique qu'il est susceptible d'engendrer.

Des patrons très particuliers

Les travailleurs de la construction de toute l'Inde sont traités de la façon la plus inhumaine. Pour eux, terminer un projet de construction signifie la dispersion, la mutation ou le renvoi brutal, car ils n'ont aucune sécurité de l'emploi et aucune sécurité sociale. Ils font partie d'un secteur inorganisé de la force de travail. Leurs patrons, les entrepreneurs et les constructeurs, ont de solides relations souterraines (mafia) et politiques. Les transactions monétaires au marché noir sont courantes dans le secteur de la construction. Ces entrepreneurs appliquent leur propre loi ; c'est à peine s'ils daignent reconnaître le code du Travail du pays.

L'identité du véritable employeur, le gouvernement ou une société privée, n'est pas clairement établie. Lors de la construction des stades et des villages destinés à accueillir les Jeux asiatiques, les Asiadés, le gouvernement a passé outre toutes les lois fondamentales régissant le travail, y compris celle qui concerne le salaire minimum. Les groupes de défense des Droits de l'homme ont dû porter la question devant les tribunaux, qui ont tranché en faveur des ouvriers. Mais le gouvernement a encore refusé de s'incliner devant le jugement de la Cour suprême et les travailleurs n'avaient pas d'organisation capable de poursuivre ce combat.

De même, dans le cas des travailleurs du barrage de Narmada, en dernier ressort, l'employeur est bien le gouvernement et c'est lui qui a formé la société Narmada Nigam. Ici aussi, les droits civiques fondamentaux des ouvriers sont honteusement bafoués par les entrepreneurs désignés par le gouvernement. Cependant, la situation est radicalement différente, car les travailleurs se sont organisés et mis en grève pour obtenir l'application des lois du travail.

Conditions inhumaines

Plusieurs organisations indépendantes, des personnalités et des journalistes ont fait connaître la lutte de ces travailleurs et leurs rapports ont donné une crédibilité, bien utile, aux revendications des grévistes. Une commission d'enquête nommée par le Syndicat des journalistes de Bombay, le Comité pour la protection des droits démocratiques et l'Union populaire pour les libertés civiles ont décrit en détails les conditions inhumaines des travailleurs et l'intensité de leur exploitation.

Un journaliste du *Indian Post*, Nicheta Desai, a réussi à tromper la vigilance de la police et des hommes de main du patronat, pour visiter le camp de travail de Kevadia Colony. Il ressort de son reportage, publié en première page du journal, que les travailleurs sont obligés de faire 12 à 16 heures par jour, et ne sont payés que pour 8 heures. On ne leur donne pas de carte d'identité. Quand les salaires sont payés, il n'y a pas de feuille de paye et aucun registre de présence n'est tenu. Ainsi, chaque fois que des travailleurs isolés élèvent la voix, ils sont purement et simplement renvoyés et par la suite, ils n'ont pratiquement rien pour prouver qu'ils ont jamais travaillé à cet endroit.

Cette pratique est rendue possible car les principaux entrepreneurs sous-traitent des parties des travaux. Ce faisant, l'entrepreneur transfère des ouvriers d'un sous-traitant à l'autre, ce qui rend difficile de prouver qui est le principal employeur. De tels transferts entraînent une discontinuité dans les services chargés d'octroyer aux travailleurs les diverses primes auxquelles ils ont droit, telles que les indemnités de licenciement (au bout de cinq ans, les ouvriers

ont droit à 15 jours de salaire par année travaillée, à la fin de leur contrat).

De plus, en violation des droits fondamentaux garantis par la Constitution, les femmes travailleuses ne reçoivent pas un salaire égal pour un travail égal. Les ouvriers n'ont ni indemnités de maladie, ni assistance médicale. La nature du travail est telle que beaucoup d'entre eux sont blessés pendant leur service. Au lieu de leur fournir des soins médicaux et des indemnités compensatrices, on congédie les travailleurs blessés.

Mais le problème le plus litigieux est celui du droit des travailleurs à s'organiser. Tout comme lors de la grève historique du textile à Bombay, en 1982-83 (voir *Inprecor* numéro 141, du 17 janvier 1983), les ouvriers exigent la reconnaissance de leur syndicat et c'est leur revendication principale. Le droit des ouvriers à s'organiser est l'un des droits fondamentaux inscrits dans la Constitution, mais il n'y a pas de clause stipulant que les patrons doivent automatiquement reconnaître l'organisation ouvrière.

Pour la reconnaissance du VKU

C'est le Syndicat Girni Kamdar du Maharashtra, dirigé par Datta Samant, qui avait appelé à la grève de 1982 et cette lutte avait reçu un soutien massif des ouvriers, dont environ 90% avaient suivi le mot d'ordre. Mais le gouvernement et les patrons s'entêtèrent à refuser de reconnaître le syndicat, et prirent des mesures brutales pour écraser le mouvement.

La situation des travailleurs de Narmada est similaire. Après le début de la grève, les hommes de paille des entrepreneurs formèrent leur propre syndicat. Au lieu de négocier avec les ouvriers en lutte, la firme tint des négociations secrètes avec le syndicat-maison. C'est à travers ce dernier que la société a annoncé qu'elle acceptait deux revendications : la suppression des loyers pour les logements où résident les travailleurs des chantiers, et la réduction du prix des repas, qui avaient augmenté de 100% quelques jours avant la grève. Cependant, elle n'est pas prête à reconnaître le VKU, seul véritable syndicat des travailleurs.

Ces derniers savent très bien que la reconnaissance de leur syndicat est essentielle à la survie de leur organisation. En fait, le camp du chantier, y compris le sol sur lequel il est construit, appartient à l'entrepreneur. Même avant l'introduction de la loi sur les secrets officiels, les agents de sécurité de

l'entrepreneur refusaient de laisser les militants syndicaux rencontrer les ouvriers dans l'enceinte du chantier. Or, pour accomplir les tâches syndicales quotidiennes, l'accès au chantier est primordial. Le droit de s'organiser perd donc son sens, si les conditions nécessaires à l'accomplissement des tâches syndicales ne sont pas remplies.

Beaucoup de travailleurs ont fait des sacrifices héroïques pour essayer de construire leur syndicat au cours des 18 derniers mois. La première tentative date de septembre 1987. Six travailleurs qui avaient contacté le Syndicat Vadodara Kamdar dans son local de Baroda, avaient été sommairement exclus dès le lendemain et forcés de quitter Kevadia Colony sans pouvoir ramasser leurs affaires.

Le 15 mars 1988, des travailleurs décidèrent de participer à la *Bharat Bandh* (grève indienne) organisée par les syndicats et les partis d'opposition. Trois de leurs dirigeants furent immédiatement entourés et détenus au secret dans leur chambre. Dans la soirée, ils furent convoqués ensemble. En présence du magistrat de la subdivision et des représentants de la compagnie, un sous-inspecteur de police les obligea, sous la menace de son revolver, à contresigner des ordres de mutation anti-datés. Ils furent alors promptement jetés hors du camp.

Soutien des campagnes

Une autre ressemblance entre la grève des ouvriers du barrage de Narmada et celle du textile, c'est la collaboration des ouvriers et des paysans pour soutenir les grévistes. Il est bien connu que pendant la grève des 250 000 ouvriers du textile de Bombay, les grévistes revinrent à leur village et mobilisèrent un immense soutien matériel et politique parmi les paysans. Etant donné la localisation du site du barrage et la solidarité des ouvriers qui y travaillent avec les paysans déplacés, une alliance ouvriers-paysans s'est développée presque spontanément.

Avec la continuation de la grève, le principal souci des ouvriers non-payés, est devenu d'éviter la famine. La direction du syndicat Vadodara Kamdar recherche sans relâche à mobiliser le soutien d'autres syndicats, des groupes pour les Droits de l'homme, des organisations de femmes et d'autres individus ou groupes qui peuvent être concernés.

Tentative de diversion sur fond de régionalisme

Un problème majeur est constitué par la propagande du gouvernement et des constructeurs au sujet du barrage. Elle est destinée à diviser les ouvriers et paysans de l'Etat du Goudjerat des travailleurs non Goudjerati. La plupart des ouvriers du barrage non Goudjerati vivent dans le camp du chantier, alors que ceux du Goudjerat viennent des villages environnants. Mais, c'est l'instinct de classe qui prévaut en dernière instance sur le régionalisme, et les paysans des villages voisins ont déclaré leur soutien aux grévistes.

Un prospectus imprimé par plusieurs dirigeants de village a ému les tentatives du gouvernement de peindre la grève comme l'ouvrage de non-Goudjerati essayant de priver le Goudjerat de ce barrage tout à fait nécessaire et bien mérité.

Les paysans apportent également leur contribution. Des céréales ont été récoltées pour les ouvriers en grève, ce qui vient compléter les efforts du VKU pour continuer à fournir une ration minimum aux grévistes. Quelques organisations de populations déplacées sont aussi apparues à cette occasion. Elles ont récolté des céréales, non seulement auprès des villages du Goudjerat, mais aussi dans le Maharashtra. Il ne fait aucun doute que sans une telle solidarité des gens des villages, les grévistes n'auraient pas pu tenir.

Le camp des travailleurs du barrage a été transformé en un véritable camp de concentration. L'armée privée de gros bras, appointée et choyée par les constructeurs, est honteusement aidée par la

police pour briser le moral des travailleurs en lutte. La clause 114, qui interdit tout rassemblement de plus de 4 personnes, a été imposée sur toute la région et plus jamais levée. Même des manifestations pacifiques ont été attaquées par la police et des bandits stipendiés.

En février, 58 travailleurs ont été arrêtés pour avoir entrepris une marche pacifique. Ils ont été gardés en prison pendant plus de dix jours. Le juge du district a refusé de fixer une caution. Finalement, la Haute cour a été sollicitée pour les relâcher.



Une alliance s'est développée entre les ouvriers du chantier et les paysans des villages voisins (DR)

Une campagne systématique pour terroriser les ouvriers est menée par les hommes de main des entrepreneurs. Des travailleurs sont enlevés, sous les yeux de la police, battus et torturés. Jusqu'à présent, 17 ouvriers, y compris des femmes, ont été torturés sans pitié. Beaucoup ont eu les bras et les jambes cassés, et une personne est devenue sourde.

Un car d'assaut

Le 8 mars de cette année, les travailleurs qui étaient sortis du camp ont été assaillis par le directeur de la compagnie d'entrepreneurs, en présence du sous-inspecteur de la police. Quand environ 520 personnes se sont précipitées à l'aide de ces ouvriers, la police a tiré en l'air pour les disperser. Pour protester contre une telle attitude de la part de la police, les travailleurs ont convoqué, le 11 mars, une manifestation pacifique rassemblée en un *sit-in* devant les grilles de la compagnie.

En présence de la police, des représentants de la compagnie accompagnés de leurs gangsters appointés, en vinrent à jeter des pierres et essayèrent d'écraser les ouvriers avec un car. Beaucoup de travailleurs, dont deux femmes, furent sérieusement blessés. Mais par-dessus tout, la police, agissant comme exécuteur zélé des constructeurs, a arrêté 436 ouvriers et les a accusés de plusieurs délits, y compris de tentative de meurtre.

Le chauffeur du car qui avait essayé d'écraser les ouvriers a porté plainte auprès de la police et accusé les travailleurs d'avoir essayé de le tuer. Il est ridicule de croire que plus de 500 ouvriers qui auraient essayé de tuer une personne, n'ont même pas réussi à la blesser ! On a refusé de fixer une caution pour ceux qui avaient été arrêtés et ils ont été envoyés en prison à Ahmedabad, Baroda, Bharadi, Rajipla, Godhra et Chhota Udaipur. Ils n'ont été relâchés que lorsque la Haute cour a été saisie de l'affaire.

Les incidents des 8 et 11 mars, cependant, ont constitué un camouflet pour le gouvernement, qui avait jusque là constamment maintenu la fiction qu'il n'y avait pas de grève au barrage de Narmada. Après l'arrestation des 58 ouvriers, en février, il a modifié sa version, racontant que seuls 150 ouvriers faisaient la grève, mais que cela n'affectait pas les travaux de construction.

Après l'incident du 11 mars, le gouvernement a été obligé de rendre publique une déclaration selon laquelle il y avait 500 grévistes. La façon dont le gouvernement changeait sans cesse son histoire a poussé les gens ordinairement,



La manifestation pacifique des grévistes de Narmada a été attaquée par les sbires du patronat (DR)

res, qui ne se rendaient pas compte de ce qui se passait au barrage, à poser au gouvernement des questions qui l'ont mis mal à l'aise.

A ce moment-là, le syndicat Vadodara Kamdar a annoncé, le 27 mars, son intention d'étendre sa campagne à la capitale de l'Etat, Gandhinagar. Le lendemain, des ouvriers de Baroda tinrent un rassemblement devant le bureau du vice-commissaire au travail, pour dénoncer son échec à s'interposer et à amener les entrepreneurs à la table des négociations. Tous ces événements ont énervé la compagnie et elle a dépêché un tueur à gages pour éliminer le dirigeant central de la grève, Thakhoreghai Shah.

Le 25 mars, après le rassemblement devant le bureau du vice-commissaire, Thakhoreghai Shah devait revenir au local syndical pour avoir une discussion avec les dirigeants ouvriers. Il rencontra également ses camarades du Inquilabi Communist Sangathana (Ligue communiste révolutionnaire, section indienne de la IVe Internationale), dont il est également un des principaux dirigeants.

Attentat contre le dirigeant syndical

Après ces diverses rencontres, alors qu'il sortait dans la rue et allait reprendre son scooter, il fut attaqué par derrière. Il faisait très sombre, et heureusement son agresseur manqua sa cible. Au lieu de le frapper dans les reins, le couteau lui entailla la fesse. Un camarade qui l'accompagnait poursuivit l'assaillant, qui réussit à s'enfuir grâce à l'obscurité. Thakhoreghai fut emmené d'urgence à l'hôpital. On découvrit que son agresseur lui avait infligé une blessure longue de 12 cm, nécessitant la pose de 14 agrafes.

Aussitôt, les dirigeants ouvriers, les organisations pour les Droits de l'homme et toutes les personnes concernées ont condamné cette tentative d'assassinat. En avril, des centaines de travailleurs de

Baroda ont manifesté ensemble notamment devant les bureaux du commissaire de police, pour protester contre cette agression.

La pression de l'opinion publique et les reportages de la presse critiquant la gouvernement atteignent l'Assemblée de l'Etat du Goudjerat, obligeant le Premier ministre à abroger la Loi sur les secrets officiels.

Comme déjà annoncé, afin de porter l'agitation jusque dans la capitale de l'Etat, une grève de la faim de travailleurs devait commencer le

3 avril, devant l'Assemblée d'Etat qui siégeait alors en session. Mais, le 31 mars, l'Assemblée fut brusquement ajournée. Les travailleurs décidèrent alors de changer le lieu du rendez-vous, pour se diriger vers les bureaux de la compagnie Narmada Nigam à Baroda. C'est devant ces bureaux que, le 4 avril, après 65 jours de grève, 65 ouvriers commencèrent leur jeûne illimité.

Un exemple de combativité

Tous les signes montrent que l'Etat a mis tout son poids du côté de la compagnie et que, comme lors de la grève du textile, il prend très au sérieux l'action des travailleurs du barrage et reste bien déterminé à l'écraser. Dans ce cadre, la Narmada Nigam et son président, Sanat Mehta, ancien socialiste et dirigeant ouvrier, sont de connivence avec les patrons.

Il est clair que le gouvernement est conscient que si les travailleurs du bâtiment sont capables d'organiser et de vaincre quelque part, les ouvriers inorganisés de nombreux chantiers de construction importants se trouveraient encouragés à lancer la lutte contre leur exploitation inhumaine. Il cherche donc à étouffer dans l'œuf les aspirations démocratiques des travailleurs inorganisés.

Cependant, les ouvriers du barrage de Narmada ont déjà contrarié les tentatives du gouvernement pendant un temps suffisamment long pour pouvoir répandre leur message en direction de milliers de travailleurs dans tout le pays. Ils sont bien déterminés à obtenir satisfaction sur leurs revendications. Mais, même s'ils perdent, leur mouvement a déjà donné un exemple qui inspirera de plus en plus de travailleurs à se lever pour obtenir leurs droits démocratiques fondamentaux. ■

Avril 1989

Les femmes au pays du *sati*

LES FEMMES du sous-continent indien subissent quotidiennement l'humiliation et l'oppression, conséquences des nombreuses discriminations touchant la classe, la caste, la culture et le sexe. L'article qui suit donne une vue d'ensemble de la situation des femmes en Inde aujourd'hui et des succès et difficultés que rencontre le mouvement féministe organisé.

Trupti SHAH

LA FAMILLE, la caste et l'asservissement dans les villages sont utilisés par les capitalistes pour maintenir la soumission des femmes. Des coutumes d'oppression pré-capitalistes, comme la dot, le *sati* (qui consiste à brûler les veuves avec le cadavre de leur mari), ou l'infanticide des petites filles, ont pris de nouvelles formes avec la pénétration du capitalisme. Certains pensent que ces coutumes ne sont que des survivances du passé tenant à la mentalité "féodale" de la population. Mais c'est faux, ces coutumes sont certes d'origine pré-capitaliste, mais elles sont utilisées par le capitalisme pour son propre bénéfice.

La "Sanskritisation"

Prenons l'exemple du système de la dot. Dans le passé, à l'époque pré-capitaliste, la dot concernait principalement les couches supérieures et possédantes, surtout les propriétaires fonciers. Les femmes de ces castes n'étaient pas autorisées à travailler à l'extérieur de la maison, aussi étaient-elles considérées comme improductives. Mais les femmes des basses castes ont toujours fait partie du processus de production et n'étaient pas considérées comme une charge par leur famille. Il n'y avait donc pas de système de dot dans les castes inférieures. On trouvait quelquefois à sa place, la pratique du "prix de la mariée" (où c'est la famille du mari qui paye une somme pour "acheter" une épouse), mais pas de système de dot.

Avec la pénétration du capitalisme la famille cessa d'être l'unité de production et les femmes des basses castes durent essayer de trouver du travail à l'extérieur, ce qui était très difficile. Avec ces changements de la situation économique et le processus de "Sanskritisation", la coutume de la dot se généralisa. La "Sanskritisation" décrit un processus par lequel les castes inférieures recherchent une promotion sociale, et pour ce

faire, adoptent les coutumes et les rites des castes supérieures. Aussi, maintenant, la dot s'est-elle généralisée à toutes les classes, castes et communautés.

Le deuxième exemple est celui du *sati*. Le cas de *sati* qui eut lieu l'année dernière, dans l'Etat du Radjasthan, a fait l'objet de plusieurs études qui montrent qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène principalement religieux, mais le produit d'un mélange complexe de facteurs économiques et politiques.

L'impact des nouvelles technologies médicales

Il faut souligner les conséquences que peut avoir l'utilisation détournée de technologies médicales comme l'amniocentèse (technique consistant à ponctionner sous échographie le liquide dans lequel baigne le fœtus. Conçue à l'origine, pour permettre de dépister certaines malformations dans le cas de grossesses à risque. En Inde de nombreuses femmes y ont recours dans le seul but de connaître le sexe de leur futur enfant, ndlr) qui permet de déterminer le sexe du fœtus. Si le fœtus est féminin, alors un grand nombre de femmes ont recours à l'avortement. Cela montre que l'Etat, et



le corps médical, utilisent des valeurs culturelles et religieuses, comme la préférence pour les garçons, pour leurs propres profits. L'Etat soutient de telles pratiques à cause de sa politique nataliste sexiste, et la profession médicale en profite pour s'enrichir (1).

Les mauvais traitements que subissent les femmes se reflètent,

en plus de leur situation générale, par le rapport inversé du nombre d'hommes et de femmes dans notre pays, phénomène qui s'est accentué depuis le début du siècle, où il y avait 972 femmes pour 1 000 hommes, alors que maintenant, selon le recensement de 1981, il n'y en a plus que 935.

La Constitution indienne accorde aux femmes une égalité formelle dans la loi et interdit toute discrimination sur la base du sexe. Elle contient également quelques lois en faveur des femmes, comme l'interdiction de la dot, l'abolition du *sati*, ainsi que des lois contre la violence dans la famille, etc. Mais la plupart de ces lois n'existent que sur le papier, dans les livres de droit. Dans la pratique, la situation des femmes est toute différente et elles n'ont pas les moyens de faire appliquer ces lois.

La Constitution reconnaît également, en effet, les lois spécifiques des différentes religions. Ces lois spécifiques, quant à elles donnent des droits différents aux femmes en ce qui concerne la dot, le mariage, la garde des enfants et la propriété (par exemple, des dispositions spécifiques légalisent la polygamie pour les seuls Indiens musulmans, ndlr).

Toute la politique du gouvernement consiste à traiter les femmes comme des mères et des épouses, et non pas comme des citoyennes à part entière. Les femmes sont la première cible de sa politique de régulation des naissances. Elles sont utilisées comme cobayes pour des expérimentations douteuses et des techniques mutilantes de régulation de la natalité (comme avec le *Depo Provera*, une injection contraceptive à effet prolongé, ayant des effets secondaires mal contrôlés).

Les hommes "éclairés"

Avant l'indépendance, des questions comme le *sati*, le remariage des veuves ou le besoin d'éducation des femmes étaient abordées par des hommes éduqués et "éclairés" appartenant aux couches moyennes réformistes occidentalisées. Ils avaient à cœur de faire quelque chose pour améliorer la situation des femmes, mais même pour eux, les femmes n'étaient pas des citoyennes égales aux autres, mais bien des mères, des épouses, et des sœurs. Durant le mouvement d'indépendance, pour la première fois les femmes sortirent de leur maison pour rejoindre la lutte. Mais après l'indépendance, elles furent de nouveau chassées de la vie publique.

Dans les années 50 et au début des années 60, suite aux succès limités des deux premiers plans quinquennaux et aux emplois créés par l'expansion du secteur public, la classe dirigeante a pu satisfaire les couches moyennes et la jeunesse travailleuse. Mais à la fin des années 60, le déclin des salaires réels et l'augmentation des prix poussèrent la classe ouvrière indienne dans la rue.

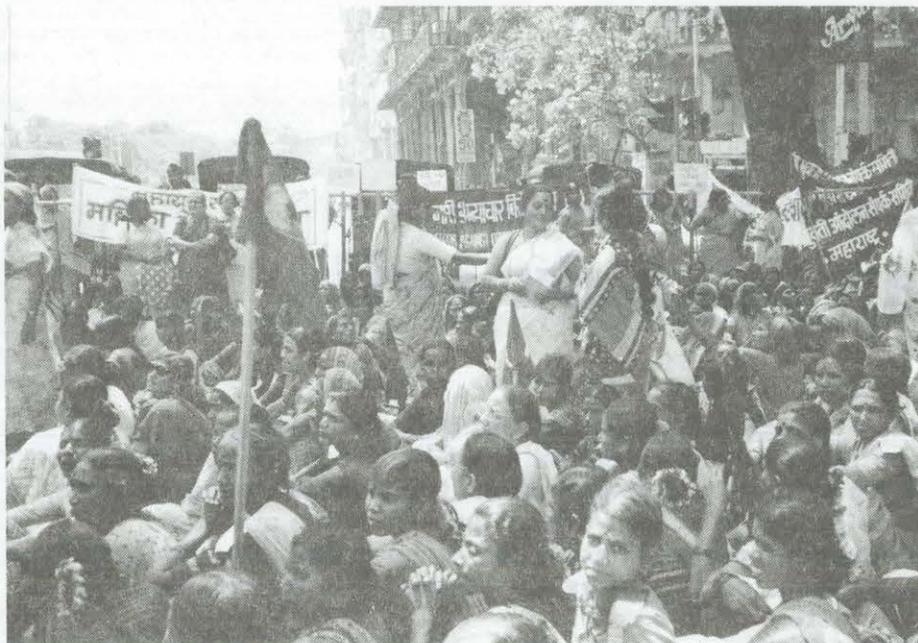
1) Voir *Inprecor* numéro 214, du 3 mars 1986 : "le premier droit des femmes, c'est le droit de naître."

Durant ces années, plusieurs mouvements de masse se développèrent en réponse à la crise, à la fois dans les villes et les campagnes. Il y eut par exemple le Mouvement nataliste, dirigé par des groupes maoïstes dans les zones rurales des Etats du Bengale Occidental, de l'Andhra Pradesh, du Bihar, du Pendjab et du Kerala ; le Mouvement des femmes contre la hausse des prix, dans les Etats du Maharashtra, du Goudjerat et du Madhya Pradesh ; le mouvement lancé par les étudiants et soutenu par toutes les couches moyennes dans le Goudjerat. A plusieurs endroits, il y eut des mouvements des couches inférieures contre les propriétaires, les usuriers et les représentants corrompus du gouvernement, ainsi qu'un mouvement de femmes membres des tribus (c'est-à-dire des Dalit ou des Adivasi, les castes inférieures, ndlr) pour sauver les arbres et les forêts menacés par les projets du gouvernement et des entrepreneurs. La grève des cheminots, en 1974, fut le point culminant de tous ces mouvements. Non seulement les femmes y prirent une part importante, mais elles en dirigèrent et organisèrent certains.

L'émergence de groupes femmes autonomes

Avec la déclaration de l'état d'urgence en 1975, tous ces mouvements de masse furent écrasés. Mais les militantes de ces mouvements étaient devenues de plus en plus sensibles aux questions spécifiquement féminines. En quittant leur foyer pour participer à ces mouvements, elles avaient été confrontées en tant que femmes à de nombreuses difficultés, du fait, non seulement de leurs familles et de leurs communautés, mais aussi de leurs camarades hommes dans le mouvement de masse. Ainsi devinrent-elles de plus en plus conscientes de leur oppression de femmes et commencèrent-elles à confronter dans différents groupes leurs expériences communes. Les cérémonies qui eurent lieu à l'occasion de la décennie internationale des femmes leur donnèrent également l'occasion de se rassembler et de parler de toutes ces questions.

L'émergence de groupes femmes autonomes constitue le phénomène important de cette période. Ces groupes sont constitués et dirigés par des femmes pour lutter contre l'oppression, l'exploitation, l'injustice et la discrimination. Leur priorité est de lutter contre l'oppression. Pour elles, le mouvement des femmes ne doit pas être subordonné aux décisions ou aux besoins d'aucun parti politique, groupe social ou organisation. Elles restent autonomes par rapport à tous les partis politiques, et la plupart du



temps, adoptent un fonctionnement non hiérarchique et démocratique.

A partir du milieu des années 70, jusqu'au début des années 80, de tels groupes autonomes virent le jour dans presque toutes les grandes villes de l'Inde. Depuis lors, ces groupes sont restés la force la plus dynamique du mouvement féministe en Inde.

Si l'on met de côté les organisations et institutions traditionnelles de femmes, mises en place par le gouvernement et qui ne font pas vraiment partie du mouvement de femmes en tant que tel, on trouvera six différents types d'organisation de femmes en Inde (bien que parfois, cette classification soit quelque peu arbitraire et qu'il puisse y avoir des recouvrements).

Les différents types d'organisation de femmes

Le premier est constitué par les groupes femmes autonomes. Ce sont des groupes qui, par nature, sont tournés vers l'agitation, faisant de la propagande et du travail de prise de conscience et luttant contre l'oppression de façon très militante.

Le deuxième est formé par les organisations de masse comme les syndicats, les associations de paysans, les groupes sur les droits démocratiques, les organisations de castes exploitées ou de bidonvilles. Ces organisations sont mixtes, mais parfois elles prennent en charge des questions spécifiquement féminines et organisent des luttes à leur sujet.

La troisième catégorie est formée par les groupes fournissant des services pour les femmes, comme des abris, de l'aide juridique, des services sociaux ou de santé.

Ce sont les associations professionnelles, comme les femmes médecins, avocates, scientifiques, journalistes, etc., qui forment le quatrième groupe.

Le cinquième, est constitué des regroupements ou sections de femmes à l'intérieur des différents partis politiques. Tous les partis ont de tels regroupements ou courants de femmes.

Enfin, il y a les groupes qui font de la recherche, de la documentation, et de la publication d'écrits sur les questions féminines.

Essor du féminisme en Inde

Les regroupements de femmes dans les différents partis politiques centrent principalement leurs activités sur le terrain électoral. Ils peuvent manifester dans la rue pour se battre sur des questions touchant les femmes, mais la plupart du temps, leur programme suit le découpage étroit de celui de leur parti et leur première priorité n'est pas celle des femmes mais celle des besoins de leur parti.

Les associations professionnelles de femmes s'intéressent à la discrimination dans le travail, à la promotion, à l'égalité des chances, à l'accroissement des salaires, etc. Les syndicats et autres organisations de masse mettent en valeur l'exploitation économique des femmes travailleuses.

Parmi toutes ces organisations de femmes, ce sont les groupes femmes autonomes qui constituent la partie la plus dynamique et militante du mouvement. La direction de ces groupes est principalement composée de femmes éduquées de la classe moyenne, mais elles sont très engagées et dévouées à la cause des femmes. La plupart d'entre elles sont féministes et beaucoup militent dans d'autres organisations de masse. Certaines sont des féministes libérales et d'autres des féministes socialistes (il n'y a pas de courant féministe radical en Inde).

Ces directions féministes de la classe moyenne ont essayé d'établir des



contacts avec des organisations de femmes dans les zones rurales ou tribales. Ces groupes féministes autonomes développent l'idée que la classe, la caste, la culture et le sexe sont parties intégrantes de l'oppression des femmes et, qu'à partir de là, la lutte sur le terrain de ces quatre composantes est indissolublement liée.

Les relations entre ces quatre dimensions ont été l'objet d'un débat de plusieurs années à l'intérieur du mouvement féministe. De nombreux groupes ont adopté une position que nous soutenons, et qui est que ces quatre dimensions de l'oppression des femmes doivent être combattues simultanément. Un mouvement de femmes ignorant l'influence des castes, de la classe ou de la culture, est condamné à rester limité, stérile et isolé des forces motrices qui sont à l'origine de changements structurels. Inversement, un mouvement de femmes qui permettrait que la question des sexes soit ramenée à celles de la classe, de la caste ou de la culture, nierait de fait la nécessité de la pleine libération et de l'émancipation des femmes.

Lutte contre le communalisme

Le mouvement autonome des femmes a toujours soutenu les luttes contre le "communalisme" (le terme "communalisme" désigne les formes de regroupement reposant sur des bases religieuses ou ethniques. Il recouvre l'idée que des gens qui appartiennent à une même religion ou ethnie constituent un groupe homogène, dont la défense des besoins peut nécessiter d'imposer sa domination sur les autres communautés, y compris par la force, ndr.) et le système des castes. Par exemple, Manushi et Saheli furent deux des principales organisations à enquêter et protester contre les massacres, viols et atrocités commis contre les Sikhs (2), après l'assassinat d'Indira Gandhi. Dans d'autres parties du pays, des groupes autonomes — comme le Forum contre l'oppression à Bombay, ou Sahiyar à Baroda — ont toujours soutenu la lutte contre le système de castes et le communalisme, la lutte des habitants de bidonvilles pour un logement, la lutte des travailleurs pour avoir un syndicat. Par exemple, après la catastrophe d'Union Carbide à Bhopal (3), des groupes femmes de tout le pays envoyèrent des délégations pour apporter une aide concrète, enquêter sur les circonstances de l'accident et organiser la lutte contre la négligence criminelle de l'entreprise.

Ces groupes ont lancé le slogan : "toutes les questions concernent les femmes". Les femmes représentent la moitié de l'humanité et toutes les questions qui touchent les masses opprimées et exploitées ont un impact spécifique sur les femmes, en tant que sexe. Le mouvement des femmes s'est fixé comme tâche d'interpréter tous ces problèmes avec un point de vue féministe et

d'enrichir les perspectives de ces différents mouvements avec cette dimension.

Le mouvement de Bogra

Un exemple dont on a beaucoup débattu à propos de la relation entre le mouvement féministe et le mouvement de masse, est celui du mouvement de Bogra. Bogra est un district dans l'Etat de Bihar où se déroula une lutte de paysans sans terre contre le prêtre du temple qui possédait la plus grande partie de la terre de cette région. La lutte était dirigée par une organisation de jeunesse, influencée par l'aspect radical de l'idéologie de Gandhi (4). La lutte fut durement réprimée, non seulement par l'Etat, mais aussi par le prêtre propriétaire foncier. Les femmes furent toujours en première ligne du combat.

Les militantes femmes de cette organisation étaient très conscientes de questions comme la participation des femmes aux réunions, le langage, la représentation des femmes dans les meetings, etc. Elles commencèrent à organiser des réunions séparées de femmes pour débattre de toutes ces questions. Elles soulevèrent tout un ensemble de problèmes, comme celui des femmes battues, la division traditionnelle du travail au sein de la famille et des questions comme les conséquences de l'alcoolisme des hommes. En même temps, elles combattaient aux côtés des hommes



dans le mouvement de masse sur la question agraire.

Lorsque plus tard, la question de la terre fut résolue, il y eut une grande lutte pour savoir sous quel nom la terre devait être enregistrée, car il semblait tout naturel que ce fût sous celui des hommes. Mais les femmes intervinrent : "nous nous sommes battues pour obtenir ces terres tout comme les hommes, alors pourquoi devraient elles être enregistrées sous le nom de nos maris ?". Elles durent se battre non seulement contre l'Etat et ses représentants, mais également contre les hommes de leur propre famille. Finalement, certaines femmes purent faire enregistrer la terre sous leur nom.

Ces deux luttes, sur le droit à la terre et sur le droit des femmes à la posséder sous leur propre nom, ont eu des répercussions positives sur le statut des femmes dans la région.

Il y a d'autres exemples dans le pays, où des groupes de femmes essayent d'inclure la dimension féministe dans la lutte de classe générale et dans les mouvements de masse. La chose n'est pas toujours aisée, et aboutit parfois à beaucoup de tensions. Mais ces expériences permettent de tirer quelques conclusions générales pour notre travail à venir sur ce terrain.

Idées reçues

La première concerne une idée reçue en vigueur dans beaucoup de ces organisations de masse, à savoir que le temps n'est pas encore venu pour parler des questions féministes, car cela affaiblirait et diviserait le mouvement, la classe ouvrière, etc. Pourtant, plusieurs de ces expériences montrent que la lutte pour des revendications spécifiques aux femmes dans les mouvements de masse, ou dans la lutte de classe, ne les divise pas. Au contraire, cela entraîne la plus grande participation possible des femmes. De plus, lorsque les femmes militent dans un mouvement de masse et quittent leur domicile, elles commencent à réaliser que l'oppression qu'elles su-

2) Sikhs, minorité ethnico-religieuse, 14 millions d'adeptes en Inde, regroupés surtout dans le Pendjab (53% de la population). Sur le séparatisme Sikh et le massacre des Sikhs par l'armée indienne, voir *Inprecor* numéros 179, du 10 septembre 1984, et 220 du 20 mai 1986.

3) En décembre 1984, suite à une fuite de gaz dans l'usine de pesticide appartenant à l'Union Carbide (filiale indienne du trust américain), la ville indienne de Bhopal s'est transformée en une vaste chambre à gaz : 200 000 des 900 000 habitants de la ville ont inhalé de l'isocyanate de méthyle, gaz très toxique. Près de 3 000 d'entre eux en sont morts, et des milliers d'autres en garderont des séquelles (voir *Inprecor* numéro 189, du 4 février 1985). Sur les suites des procès pour l'indemnisation des victimes, voir *Inprecor* numéro 262 du 28 mars 1988.

4) Le "Mahatma" Gandhi, dirigeant modéré du mouvement national indien et du Parti du congrès. Lance le mouvement de non-violence et de "désobéissance civile" aux anglais. Assassiné après l'indépendance, en 1948.

bissent dans leur famille en tant que femme, n'est pas seulement un problème personnel mais un problème social qui touche toutes les femmes. Elles deviennent alors de plus en plus conscientes de leur oppression spécifique, et commencent à douter du bien-fondé des normes de vie ancestrales. En s'organisant pour des sujets généraux, elles prennent aussi confiance pour s'organiser contre cette oppression et, s'il y a une direction correcte, elles peuvent faire le lien entre le mouvement de masse et le mouvement féministe.

Il existe bien entendu en Inde, une grande diversité de situations locales et de luttes. Les questions prises en charge par les groupes femmes locaux sont donc très variées. On peut citer : les violences faites aux femmes (viols, problème de l'alcoolisme des maris, femmes battues) ; les persécutions liées à la pratique de la dot ; la violence dans la famille ; les problèmes des femmes au travail ; l'oppression et l'exploitation des *dalit* (les intouchables) et des femmes appartenant aux minorités ; le communalisme ; les campagnes contre les affiches obscènes ; les problèmes rencontrés par les domestiques ; la prostitution dans les temples (Il s'agit de jeunes filles Devadasi qui sont vouées au culte du Dieu d'un temple particulier, suite à un vœu fait par leurs parents. Des dizaines de milliers d'entre elles sont vendues comme prostituées, car elles sont considérées comme la propriété de tous les hommes et ne pourront donc jamais se marier, ndr.) ; les problèmes touchant l'environnement et la déforestation ; les problèmes des bidonvilles et du droit au logement ; les tortures et persécutions des prisonnières ; les lois spécifiques ; etc.

Le mouvement contre le viol

Certaines de ces questions sont très liées à la situation locale. Mais quelques unes ont fait l'objet d'une campagne nationale organisée par plusieurs groupes femmes. La première a été le mouvement contre le viol, au début des années 80.

Celui-ci a éclaté à la suite du viol d'une jeune fille de 16 ans par la police, alors qu'elle était en garde à vue. La Cour Suprême émit un jugement favorable à la police. Des groupes femmes dans toute l'Inde se battirent pour faire révoquer la sentence et plusieurs nouveaux groupes se créèrent autour de cette question. Le mouvement réussit à imposer quelques changements favorables aux femmes dans la loi sur le viol. Mais son acquis principal est d'avoir levé le tabou ancestral qui interdisait de parler de questions comme le viol, en public. Aujourd'hui, ces questions, commencent à être considérées comme de sérieux problèmes sociaux, et non pas simplement comme des "affaires de famille" relevant de la vie privée. Cette campagne donna naissance en Inde, au slogan : "*la vie privée est politique*".

La deuxième mobilisation nationale fut celle sur les lois spécifiques. Elle commença au moment du procès de Shah Bano. Shah Bano était une vieille musulmane divorcée qui, selon la loi spécifique de l'islam, ne pouvait pas recevoir de pension de son mari. Une campagne sur cette question se développa dans tout le pays, mais la bataille fut perdue. Cependant, elle permit de clarifier les discussions au sein du mouvement des femmes sur les relations entre les femmes et la religion, la religion et l'Etat, et le développement de l'intégrisme.

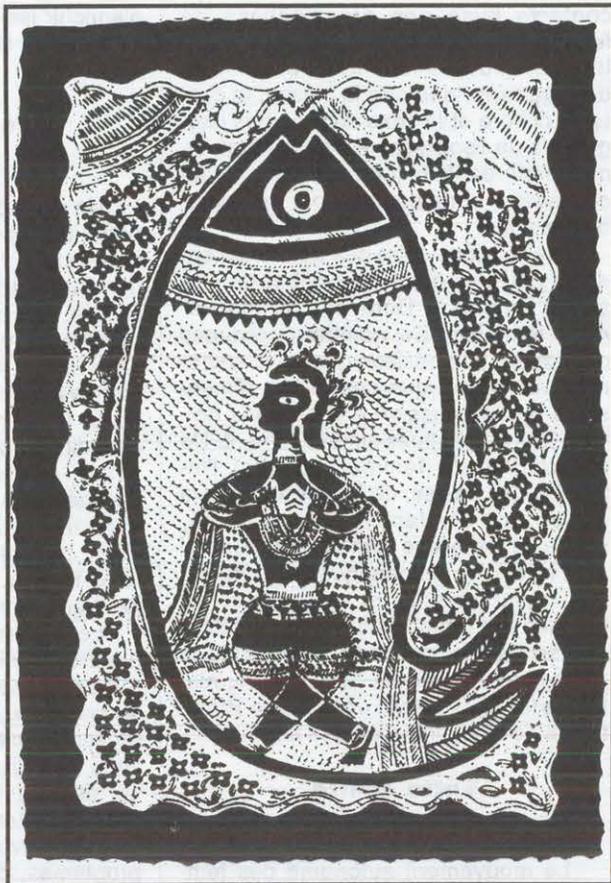
La troisième campagne nationale se déroula contre les contraceptifs à durée prolongée, comme le Depo Provera. Cette bataille continue et elle permet également de mettre l'accent sur des questions plus générales comme la politique de contrôle de la natalité du gouvernement.

La question de l'amniocentèse

Aujourd'hui, la question nationale centrale touche l'amniocentèse et les tests de détermination du sexe. Il y a eu, le 24 novembre de l'année dernière, une journée de campagne nationale sur cette question, auxquelles participèrent, aux côtés des groupes femmes, des groupes radicaux du secteur de la santé et des avocats.

Des formes de lutte variées ont été employées à différents moments par le mouvement des femmes. La plupart du temps, des méthodes de mobilisation traditionnelles sont utilisées : publications, pétitions, mobilisations pour des manifestations, meetings ou rassemblements dans la rue, etc. Cependant, de nouvelles formes de lutte ont également été utilisées, comme les forums culturels, ou l'utilisation de moyens alternatifs comme le théâtre de rue, avec des mimes et des chansons. Ce qui est très efficace, car 75% des femmes indiennes sont analphabètes.

Bien qu'il n'existe pas d'organisation nationale de femmes, la coordination entre différents groupes locaux ou régionaux est régulière. Elle prend la forme de meetings ou séminaires régionaux, de meetings nationaux sur une question particulière et d'une conférence nationale tous les deux ou trois ans (5). La coordination entre les groupes urbains et ruraux est en train de se renforcer, comme l'a clairement montré la dernière conférence nationale de février 1988. Environ



la moitié des participantes à cette conférence, à laquelle assistaient environ 1 000 femmes de toute l'Inde, provenaient de zones rurales. De plus, 12 000 femmes de la campagne ont participé à une marche, à la clôture de cette conférence.

Coordinations nationale et internationale

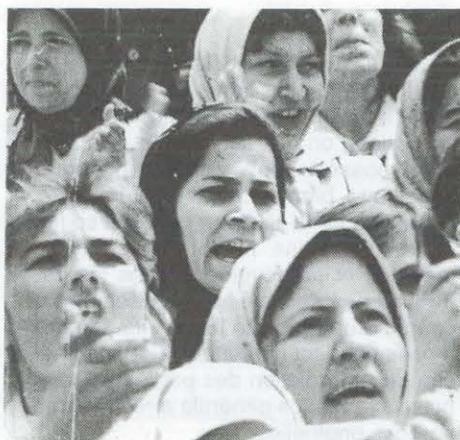
Il existe aussi certaines coordinations au niveau international avec d'autres groupes féministes d'Asie. Par exemple l'ARWAN, le réseau d'action et d'assistance des femmes d'Asie, qui encourage la recherche et des activités sur des questions comme les répercussions de la politique de contrôle de la natalité, la violence contre les femmes, le tourisme et la prostitution, les problèmes des femmes travaillant dans les zones de libre échange, et qui organise également des écoles et des travaux pratiques pour les femmes.

Un autre exemple est constitué par le réseau féministe international contre les techniques reproductives et les manipulations génétiques. Il y en a beaucoup d'autres, comme le Comité des droits des femmes asiatiques, et le Comité des femmes sous l'islam, qui traite spécifiquement des problèmes des femmes musulmanes.

Mars 1989

5) Voir *Inprecor* numéro 229, du 3 novembre 1986.

Özal chancelle



LE GOUVERNEMENT de Turgut Özal a fini par céder devant le mouvement massif des travailleurs du secteur public, qui secoue la Turquie depuis la mi-avril. Une hausse salariale de 140% a été concédée, alors que la centrale syndicale Türk-İs réclamait 170% d'augmentation (ce qui n'aurait rattrapé que le niveau de vie de 1986). Cet accord est loin de satisfaire les 600 000 travailleurs qui ont fait preuve d'une grande ténacité, d'ingéniosité et de combativité durant ces dernières semaines pour récupérer leur niveau de salaire qui a baissé de moitié en 10 ans. Néanmoins, il s'agit bien d'une première victoire ouvrière, après les neuf ans de silence qui ont suivi le coup d'Etat de 1980.

La répression de la manifestation du 1er mai, qui a fait un mort à Istanbul, prouve que le gouvernement d'Özal, très affaibli par la crise économique et sa défaite aux élections municipales du 26 mars dernier, est en train de perdre le contrôle de la situation. Sa chute probable, lors d'élections anticipées qui sont devenues inévitables, sonnera le glas de l'édifice bâti par les généraux.

Fuat ORCUN

CONFRONTE à l'érosion de sa popularité, le Parti de la mère-patrie (ANAP), du premier ministre Turgut Özal, avait déjà, à titre préventif, suscité des élections anticipées en octobre 1987. C'était la seconde fois, dans l'histoire de la République que le gouvernement avait recours à des élections anticipées. Malgré un recul substantiel, il réussissait néanmoins à obtenir les deux-tiers des députés au Parlement, avec seulement 36% des voix (voir *Inprecor* numéro 258, du 1er février 1988).

Fort de cette victoire relative, et toujours pour les mêmes raisons, l'ANAP a organisé un référendum, en septembre 1988, pour avancer de 4 mois, la date des élections municipales prévues en mars 1989 (voir *Inprecor* numéro 277, du 28 novembre 1988). Ayant été désavoué par 65% de "non", Özal a dû se résigner à organiser les élections municipales à la date initialement prévue.

Certes, tout le monde s'attendait à un recul de l'ANAP. Mais contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, lors de transitions de dictatures militaires à des régimes parlementaires, la Turquie n'avait pas connu de réelle radicalisation, ou de réactions d'ampleur, ni face aux violations des Droits de l'homme, ni face aux politiques d'austérité menées depuis 9 ans. Ces élections municipales du 26 mars ont donc été un véritable

tremblement de terre, (même s'il est possible d'en discuter l'ampleur) comparé à l'évolution extrêmement lente de la situation politique, depuis le coup d'Etat de 1980. Avec seulement 21,75% des voix, l'ANAP est devenu le troisième parti, loin derrière les 28% du Parti social-démocrate populiste (SHP), et des 26% du Parti de la juste voie (DYP).

Ainsi, à peine un an et demi après celles de 1987, de nouvelles élections anticipées semblent devenues inévitables, cette fois-ci sous la pression des électeurs. Le tableau politique reflète une véritable crise de représentativité. Car malgré un système électoral qui privilégie les grands partis, aucun de ceux qui sont en lice ne semble en mesure de former une majorité à lui tout seul.

Pas de vainqueur mais un perdant : l'ANAP

L'élément marquant des élections municipales est le recul de l'ANAP qui a perdu 4 millions de voix (soit la moitié de son électorat) en un an et demi. Ce qui pousse certains milieux à se demander si l'ANAP est un parti conjoncturel condamné à disparaître, ou s'il a réellement une place historique sur l'échiquier politique. Les pertes de voix de l'ANAP peuvent s'expliquer, sur le plan technique, de la façon suivante : d'une part, contrairement aux élections de 1987, le vote n'était plus obligatoire. Même si le nom-

bre d'électeurs inscrits a augmenté de 1 750 000 depuis 1987 (à 21 ans, tout citoyen turc est automatiquement compté comme électeur, ndlr), le nombre de suffrages exprimés a diminué de 1 850 000. On peut dire que la grande majorité de ces abstentionnistes, apolitiques, avaient voté pour le parti gouvernemental en 1987. D'autre part, et surtout, les partis de droite qui avaient été interdits par les militaires après le coup d'Etat de 1980, ont repris leur place sur l'échiquier politique et ont commencé à regagner leur électorat sur l'ANAP, qui avait profité du vide politique.

Poussée des islamistes et des fascistes

La comparaison du résultat des élections municipales de mars dernier, avec celui des élections législatives de 1977 (les dernières élections générales avant le coup d'Etat) est d'ailleurs très instructive. Le SHP, et le DYP (1), ont repris à peu près les deux-tiers de leur électorat, respectivement dans le milieu urbain et dans les campagnes. Mais c'est le parti islamiste, Parti du bien-être (RP), d'Erbakan, qui, avec 9,8%, a le plus progressé, dépassant même le score islamiste de 1977 (2). Ce résultat le rapproche du barrage des 10% (au niveau national) qu'il faut atteindre pour pouvoir avoir des députés. Par conséquent, lors des prochaines échéances, ce parti ne sera plus handicapé par le "vote utile" qui jouait en faveur de l'ANAP ou du DYP. Le RP est surtout présent dans certaines régions du Kurdistan (zones d'influence traditionnelle des islamistes), mais a connu également un développement assez rapide dans certains grands centres urbains.

Quant au parti fasciste du colonel Türkes, le Parti des travailleurs nationalistes (MCP), il est encore loin des 6,4% de son prédécesseur, le Parti d'action nationaliste (MHP — les fameux "loup-gris") et n'a obtenu "que" 4,2%. Les fascistes sont surtout présents dans les régions où l'affrontement ethnico/religieux, Turcs/Kurdes et chiites/sunnites est vivace.

Et enfin, le Parti de la gauche démocratique (DSP), de l'ancien Premier ministre Ecevit (3), a obtenu 9% des voix, et se rapproche également du barrage des 10%. Le DSP a progressé dans les régions (notamment certaines cités ouvrières) où le charisme d'Ecevit est encore vivant, mais a reculé sur le reste du pays. L'avenir de ce parti dépend de l'évolution du système électoral, car il mise sur un abaissement du barrage

1) Le SHP est l'héritier du Parti républicain du peuple (CHP), de l'ancien Premier ministre Ecevit. Le CHP avait obtenu près de 41% des voix en 1977. Le DYP quant à lui, est l'héritier du Parti de la Justice (AP), de l'ancien Premier ministre Demirel. L'AP avait obtenu 36,9% en 1977. Le CHP et l'AP avaient été dissous par les militaires, en 1981.

2) Le RP est le successeur du Parti du salut national (MSP), d'Erbakan, qui avait obtenu 8,6% en 1987.

3) Ecevit, le leader charismatique du CHP, a rompu avec ses cadres (qui se sont regroupés dans le SHP d'Inönü) après le coup d'Etat et a fondé un parti concurrent, le DSP.

électoral et la formation d'une coalition "de gauche" avec le SHP.

Ainsi, à peu de chose près, le rapport de forces au niveau électoral est redevenu le même qu'en 1977, ce qui montre que le tableau politique d'avant le coup d'Etat n'était pas accidentel, mais avait bien une assise sociale et politique réelle qui reste encore valable aujourd'hui.

Les résultats électoraux ont donc détruit l'édifice politique issu du coup d'Etat... mais n'ont rien mis à la place. Il est probable que des élections anticipées ne pourront faire évoluer cette situation confuse. Une coalition semble se profiler. C'est Demirel qui est le plus avantage au Parlement, ayant la possibilité de s'allier soit avec l'ANAP, soit avec les islamistes et les fascistes (comme il l'avait déjà fait en 1976). Quant à l'éventualité d'une coalition entre le SHP et le DYP, même si elle est la meilleure solution sur le papier, du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, elle a peu de chances de devenir effective. Un recul électoral encore plus accentué de l'ANAP profitera non pas au SHP, mais au DYP, qui pourra facilement réduire l'écart de 3% qui sépare ces deux partis. Le fait que la gauche se trouve en tête, profitant de la division de la droite, n'est qu'accidentel. D'autant plus que le DYP est beaucoup plus actif sur le terrain, comme parti d'opposition, que le SHP.

La spécificité des structures politiques

Si des partis politiques dont l'histoire se confond avec celle de la République, réussissent à se maintenir en dépit de trois interventions militaires, à 10 ans d'intervalle, visant à les neutraliser ou à les dissoudre, il devient clair qu'il ne peut être question de réorganiser la société sans avoir réussi au préalable à dépasser ces partis. Si le courant politique incarné aujourd'hui par le DYP, plusieurs fois banni et dissous, réussit depuis des dizaines d'années à se restructurer sous des noms différents, et maintenir sa propre tradition ; si le courant islamiste réussit à réapparaître en se renforçant, malgré (ou même peut être grâce à) une série de restrictions (consignées dans le Code pénal et dans la Constitution) visant à l'éloigner de la scène politique ; si dans un pays qui n'est pas si occidental que cela, une organisation ouvertement fasciste réussit à conserver la plupart de ses positions, malgré la répression des militaires qui s'est abattue sur elle ; si un parti membre de l'Internationale socialiste (le SHP), dominé plutôt par des traits "nationaliste-populistes" que "social-démocrate", n'arrive pas à devenir autre chose qu'un parti d'Etat (c'est d'ailleurs l'ancêtre du SHP, le CHP, qui a été à l'origine de la création de l'actuel Etat turc) ; si la structure politique imposée par le coup d'Etat militaire est liquidée pas à pas, par les urnes ; et

si, tant à l'avènement de ce coup d'Etat que lors de la transition à un régime civil, aucune action politique de masse n'a eu lieu ; alors, on doit admettre que la Turquie, possède une tradition politique spécifique bien établie. Depuis 1977, l'évolution de la situation politique se fait sans explosions ni bouleversements majeurs, et se développe dans les cadres du processus électoral. Même si le coup d'Etat a brouillé les points de références pendant un certain temps, en raison de l'interdiction des partis traditionnels, la tendance générale a reflué à ses sources originelles.

Le Produit national en question

Jusqu'à récemment, les effets de la politique d'austérité sur le pouvoir d'achat des travailleurs, était étudié en comparant les données nouvelles à celles d'avant janvier 1980, date d'inauguration du programme d'austérité, dirigé déjà par Turgut Özal, qui était à l'époque un "technicien" du cabinet Demirel. Mais la chute du revenu réel des travailleurs est si rapide que même la comparaison des chiffres de ces dernières années est édifiante (voir tableau ci-dessous).

Evolution de la répartition du PNB (en % du PNB)

Années	Agriculture	Salaires	Profits, intérêts et rentes
1981	23,07%	24,57%	52,36%
1982	21,87%	24,62%	53,55%
1983	20,52%	24,78%	54,69%
1984	20,44%	21,57%	57,99%
1985	19,08%	18,84%	62,08%
1986	18,09%	17,70%	64,20%
1987	17,06%	17,00%	65,04%
1988	14,00%	15,80%	70,20%

(Etude du Dr. Süleyman Özmucar, Cumhuriyet du 14 avril 1989)

Il faut ajouter que la production industrielle a connu une certaine progression durant ces dernières années (2,1% en 1988, *Financial Times*). La Turquie est l'un des rares pays à connaître une chute des salaires réels, en pleine croissance de la production industrielle. Cependant, on ne peut parler d'une réelle industrialisation dans les années 80. Ce sont surtout les secteurs de la production alimentaire, de l'alcool, du tabac, et du textile qui ont accru leur part dans la production totale. Par ailleurs, même si la part de l'agriculture diminue dans la répartition du PNB, le nombre de travailleurs actifs dans ce secteur reste stable. Par conséquent, tout ce qu'on peut dire, c'est que ces dernières années ont vu s'effectuer certains investissements d'infrastructure. D'ailleurs, même les patrons les plus optimistes considèrent que les années 80 étaient une période de "préparation" avant un réel effort d'industrialisation.

Jusqu'aux élections, le gouvernement demandait aux industriels de réduire la production. Depuis, il leur demande de se préparer à augmenter leur capacité de production. Mais ceux-ci ne semblent pas avoir pris au sérieux cet appel destiné à réanimer le marché intérieur. D'une part, en raison de la position de faiblesse du gouvernement, d'autre part, parce que jusqu'à maintenant, l'industrie avait été négligée au profit des secteurs financiers et commerciaux. Par ailleurs, le gouvernement ne propose aucun plan concret.

De plus, la dette extérieure de la Turquie qui est un des pays qui la paye rubis sur l'ongle, s'élève à 37,6 milliards de dollars (62,4% du PNB), et pour 1989, le service de la dette dépasse les 7 milliards de dollars, autrement dit, il sera de plus en plus difficile (et coûteux sur le plan politique) de trouver de nouvelles sources de financement. Le taux élevé du service de la dette aura pour conséquence une diminution relative des investissements. Le taux d'inflation atteint les 80% (d'après les chiffres officiels) et ne veut pas s'abaisser malgré les suppliques du Premier ministre. Dans cette situation, le progrès escompté dans le taux de croissance du PNB (3,6% en 1988) ne se produira pas. Le pays n'est pas en mesure de mener une politique économique expansionniste et tous les indicateurs montrent que la situation économique est la plus critique depuis le coup d'Etat.

Le verrou syndical saute

Durant le régime militaire, les travailleurs n'avaient pas les canaux d'expression nécessaires pour extérioriser leur mécontentement : le coup d'Etat avait détruit la force syndicale accumulée (4). Au lendemain des élections législatives de 1983, qui avaient porté Özal au pouvoir, les restrictions légales contenues dans la nouvelle Constitution et les lois syndicales les empêchaient de pouvoir mener des négociations valables. L'attitude de la principale centrale syndicale, Türk-İs, a été un facteur important. Ménagée par les militaires, elle a menée une politique conciliatrice avec la junte (son secrétaire général a même été ministre du gouvernement militaire) et elle a toujours conclu des accords sous le boisseau avec les gouvernements successifs. La droite dominait le mouvement syndical, à l'exception d'une minorité social-démocrate au sein de la Türk-İs et de quelques petits syndicats indépendants.

Mais sous le règne d'Özal, pour la première fois, la politique traditionnelle

4) La Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK), qui comptait près de 400 000 membres, a été dissoute après le coup d'Etat. La DISK avait mené la plupart des luttes revendicatives. Elle était dirigée par une bureaucratie de gauche, proche du Parti communiste turc (TKP) jusqu'en 1977, puis par l'équipe d'Abdullah Bastürk, proche du CHP ; en son sein coexistaient des courants de gauche et d'extrême gauche. Voir *Inprecor* numéro 164 du 9 janvier 1984.

de collaboration de classes et de politique "au-dessus des partis" de la Türk-İs s'est heurtée à un mur : le gouvernement ne la prenait plus au sérieux. Malgré une chute permanente des revenus des salariés du secteur public, où elle est principalement implantée, la Türk-İs a été impuissante à arracher une quelconque concession.

A partir de 1987-1988, les grèves menées par la gauche de la Türk-İs et les syndicats indépendants ayant obtenu quelques succès, même partiels, la base a commencé à faire pression sur la confédération. Des foyers d'opposition ont commencé à se structurer dans certaines branches. Il faut aussi préciser que bon nombre de militants de la DISK avait dû rejoindre la Türk-İs après la dissolution de leur syndicat. La bureaucratie syndicale s'est sentie de plus en plus coincée entre la grogne de sa base et l'indifférence du gouvernement. La Türk-İs a donc dû s'opposer au gouvernement, pour la première fois de son histoire. Elle a appelé à ne pas voter pour l'ANAP lors du référendum de 1987 (5) et lors des récentes élections. Elle a même adopté un programme d'action pour faire pression sur le gouvernement, programme qui est resté sur papier, à l'exception de quelques manifestations et meetings. Mais durant l'année précédente, l'action revendicative des travailleurs a battu tous les records : 2,5 millions de travailleurs ont participé à différentes actions de résistance passive (6). La peur de la répression s'est effacée devant la menace de la faim.

Les ouvriers inventent de nouvelles formes d'action

Comme s'ils exécutaient un vaste plan d'action bien élaboré et centralisé, des groupes de travailleurs de différentes villes mènent des actions inhabituelles qui réussissent à contourner les restrictions sur les droits syndicaux et le droit de grève : dans telle usine, ils décident de se raser le crâne tous ensemble, ailleurs, ils se laissent pousser la barbe ; dans tel secteur, des milliers d'ouvriers décident de tomber malade le même jour et vont collectivement se faire soigner chez les médecins de l'entreprise (qui leur apportent également leur soutien) ; dans une autre usine, ils boycottent les repas à la cantine, ou boycottent les autobus de service pour se rendre à pied à leur travail (ce qui se transforme en manifestations spontanées qui laissent la police impuissante) ; récemment 1 500 ouvriers ont décidé de déposer des demandes de divorce, en expliquant qu'avec leur salaire, ils n'arrivent plus à nourrir leur famille et ne sont donc plus dignes d'être "chef de famille".

La coordination et la communication entre les foyers d'action ne passent pas par les syndicats. Les ouvriers ont créé leur propre réseau de communication informel. Ça et là éclatent même des grèves de solidarité. Ainsi, les ouvriers consacrent une partie de leur temps de tra-

vail à des actions régulières de protestation.

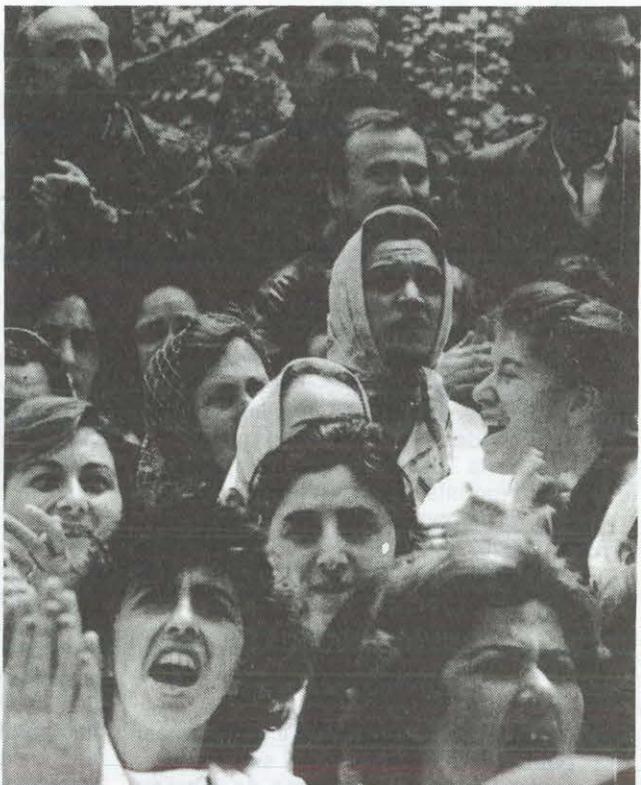
Ils ne font plus confiance à leur syndicat, encore moins au gouvernement, et pas plus aux partis d'opposition. L'un des mots d'ordre le plus repris est : *"la Türk-İs ne pourra plus nous trahir !"*. Régulièrement les locaux syndicaux sont investis par les ouvriers en colère. La crise de confiance envers les appareils et les institutions est généralisée, en revanche, les travailleurs ont repris confiance, en eux-mêmes, ce qui sera sans nul doute l'acquis le plus important de ce mouvement.

Il est important de souligner que ni le patronat, ni le gouvernement n'osent affronter directement le mouvement qui jouit d'une très large légitimité et reconnaissance dans l'opinion publique. Alors qu'au départ, les effets néfastes d'une hausse salariale sur le taux d'inflation étaient utilisés comme argument pour repousser les revendications salariales, certains représentants du patronat et même du gouvernement ont même commencé à récuser cet argument.

Le 1er mai : une histoire bien chargée

C'est dans ce contexte que l'on s'est acheminé vers le 1er mai, et que la demande d'autorisation de célébrer de la fête internationale des travailleurs s'est ajoutée aux revendications salariales. En Turquie, le 1er mai est traditionnellement la scène d'actions et d'affrontements qui reflètent le rapport des forces entre les classes.

Après 50 ans d'interdiction, le 1er mai a été célébré pour la première fois en 1976, à Istanbul, à l'initiative de la DISK. Ce fut une véritable démonstration de force du mouvement ouvrier, avec une manifestation massive (plus de 100 000 personnes), bien organisée, sans que ne soit exclu aucun groupe ou secteur de la gauche. L'année suivante, la participation était tout aussi impressionnante, mais la manifestation s'est terminée par un bain de sang. L'équipe pro-moscovite (proche du PC turc) qui avait pris la direction de la DISK, a voulu exclure les groupes maoïstes de la manifestation. Dans cette ambiance tendue, suite à une provocation policière qui n'a jamais été réellement élucidée, les policiers en civils embusqués sur les immeubles environnants et dans le cortège, ont tiré sur la foule, causant une panique généralisée et une fusillade (des groupes d'extrême gauche étaient venus armés). Bilan : 37 morts et des centaines de blessés. Depuis, les gouvernements successifs et la droite se servent des morts du 1er mai 1977 pour tenter d'interdire de nouvelles manifestations : en



1979, le gouvernement "social-démocrate" d'Ecevit décrète le couvre-feu pour empêcher la manifestation du 1er mai ; le 1er mai 1980 (4 mois et demi avant le coup d'Etat) c'est déjà l'armée qui défile dans les rues d'Istanbul, et les dirigeants de la DISK sont arrêtés à titre "préventif" ; après le coup d'Etat, la junte décrète que le 1er mai n'est même plus un jour férié (officiellement, c'était la "fête du printemps") et que bien sûr, toute manifestation serait désormais interdite.

Après l'échec de quelques vagues tentatives de rassemblement en 1988, c'est à l'initiative des travailleurs en lutte, que la célébration du 1er mai est revenue à l'ordre du jour cette année, avant même qu'un quelconque syndicat ne lance d'appel. Dans les jours qui ont précédé, presque toute la presse était unanime pour souligner la légitimité d'une telle revendication.

Özal s'entête

Même Demirel — qui était Premier ministre lors du 1er mai sanglant de 1977 ! — a déclaré qu'il ne s'opposait pas à la célébration de la "fête ouvrière". Certains industriels et hommes politiques de droite ont renchéri, en soulignant que du point de vue de leurs propres intérêts, il serait peut-être même nuisible de s'entêter à vouloir s'y opposer : la lutte ouvrière était limitée sur le terrain économique et se déroulait avec des actions "passives", il était donc inutile de provoquer une radicalisation sur ce terrain. Mais le gouvernement a choisi l'affrontement brutal. Il s'est mis à lancer des menaces. Une partie de ces menaces s'adressaient au SHP, dont les dirigeants avaient déclaré qu'ils soutiendraient et participeraient à une manifestation du 1er mai. Grisé par son succès

5) Voir *Inprecor* numéro 248 du 7 septembre 1987.
6) Voir *Inprecor* numéro 277 du 28 novembre 1988.

électoral, et occupé à implorer et à tenter de convaincre le gouvernement de se résoudre à organiser des élections anticipées "pacifiques", le SHP avait été pris de court par l'ampleur des actions ouvrières. La direction du SHP, plutôt que d'appuyer les revendications ouvrières, a préféré se mettre en avant à l'occasion de ce 1er mai qui s'annonçait consensuel. Mais il a suffi que le gouvernement hausse le ton pour que nos courageux sociaux-démocrates fassent marche arrière. Le recul du SHP a entraîné un recul similaire des syndicalistes de gauche au sein de la Türk-İs et dans les syndicats indépendants. Le "Comité d'organisation" qu'ils avaient constitué pour cette occasion, et qui, à vrai dire, n'avait pas organisé grand chose, décida, le matin même de la manifestation, d'annuler toutes les actions prévues.

On a tiré sur le 1er mai

Ainsi, ceux qui s'étaient déplacés pour manifester le 1er mai se retrouvèrent seuls face aux forces de répression. Deux cortèges d'environ 3 000 personnes se formèrent, composés majoritairement d'étudiants et de sympathisants de groupes d'extrême gauche. La police était déterminée à empêcher toute marche vers la Place Taksim (baptisée par les travailleurs, en 1976, "Place du 1er mai"). Elle utilisa, pour la première fois, des "matraques d'Israël" (armes meurtrières utilisées par les Israéliens dans les territoires occupés). Dans certains endroits, la police ouvrit le feu sur les manifestants désarmés, tuant un jeune ouvrier de 18 ans, blessant plusieurs dizaines de personnes, et procédant par la suite à 500 arrestations.

Le bilan aurait certes pu être beaucoup plus lourd et tourner au massacre. Cependant, au-delà des chiffres, c'est le sens pris par cette répression qui est significative. Cette terreur d'Etat était directement dirigée contre le mouvement ouvrier, voire même contre l'opposition tout entière. Le but du gouvernement était de terroriser la population en agitant le sinistre épouvantail de la terreur qui régnait avant le coup d'Etat (5 000 morts en 5 ans), pour se poser comme seul garant de la stabilité et de l'ordre. Ce leitmotiv revenait d'ailleurs régulièrement dans les discours d'Özal qui accusait la presse "d'exagérer ces incidents qui, après tout, n'avaient fait qu'un seul mort", et faisait état de complots secrets pour liquider son gouvernement et sa personne (7).

Mais cette fois-ci, l'arme se retourna contre lui. Les actions ouvrières avaient acquis une telle légitimité que malgré le faible nombre de manifestants le 1er mai, et malgré le fait qu'il se soit agit d'une action "illégal", toute l'opinion publique se mit d'accord pour imputer la responsabilité des événements au gouvernement et à la police. Ce

sont eux qui avaient violé la loi. Les incidents lors des funérailles du jeune ouvrier, et notamment le passage à tabac des journalistes par la police, suscitérent une indignation unanime. Le lendemain, 500 journalistes manifestaient contre la brutalité policière et le gouvernement.

Après la crise politique et la contestation ouvrière, il ne manquait plus que le réveil de la rue pour démontrer l'incapacité du gouvernement à diriger le pays. Bâti sur le vide politique issu du coup d'Etat, dans un contexte où toute opposition, bourgeoise comme ouvrière, était muselée, l'ANAP s'imaginait que tout se passerait indéfiniment selon son bon plaisir. Le retour sur scène des partis bourgeois traditionnels avait déjà sérieusement troublé sa quiétude. Mais la rue était restée calme, et tout se confinait dans l'arène parlementaire. Après les événements du 1er mai, il est devenu clair que même la bourgeoisie n'aura plus confiance dans un tel gouvernement, incapable de gérer le moindre conflit sans mettre en jeu la stabilité de l'ensemble du système. Les promoteurs impérialistes d'Özal, et notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale commencent aussi à se poser la question de l'alternance.

Une classe ouvrière fortement renouvelée

On peut dire que finalement, la classe ouvrière qui n'avait pas opposé de résistance au coup d'Etat de 1980, appose sa marque sur la liquidation des restes du régime militaire. La classe ouvrière a d'ailleurs connu quelques mutations importantes qui se sont accélérées ces dix dernières années.

La classe ouvrière s'est d'ailleurs fortement renouvelée : une partie importante des travailleurs a moins de dix ans d'ancienneté. Parallèlement au rajeunissement de la population, nous

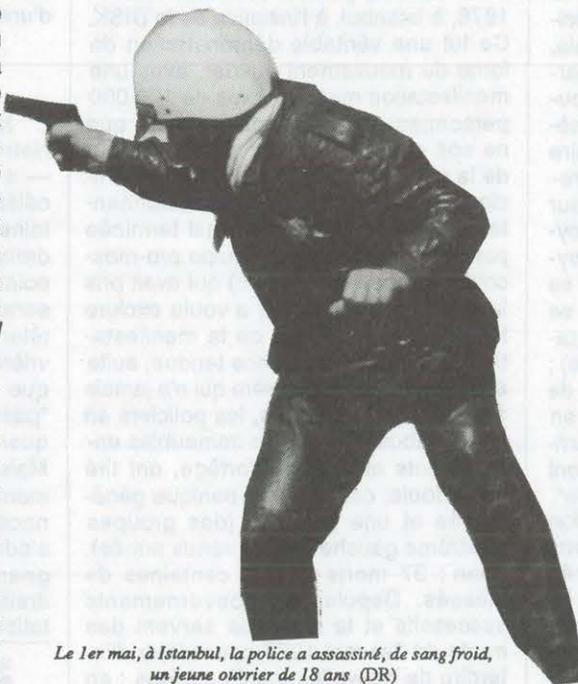
avons également affaire à une classe ouvrière très jeune : la plupart des dirigeants naturels issu de ce dernier mouvement a, en moyenne, la trentaine. Dans le secteur public, 60% des ouvriers a moins de 40 ans. Autre évolution importante, le niveau d'éducation s'est élevé : près de 30% des ouvriers ont fait des études secondaires ou universitaires. Dans le secteur public, seuls 2 à 3% des employés n'ont jamais été à l'école. 40% des travailleurs sont des ouvriers de la seconde génération, autrement dit, dont les parents sont eux-mêmes des salariés. Par ailleurs, 95% d'entre eux n'ont pas d'autres revenus et n'ont plus aucun lien avec les campagnes et la paysannerie, ce qui est important, car le nombre de paysans sans terre progresse également. Les salariés constituent désormais 47% de la population active (14% en 1955 !), ce taux s'élevant à 67% dans les villes (*Ekonomik Panorama*, 7 mai 1989).

"We want 'ekmek' !"

La famille ouvrière est également en pleine mutation. La seule façon de maintenir le revenu familial, même à un niveau "critique" de simple survie alimentaire, est de mettre toute la famille au travail : le mari recherche un second emploi en plus de ses heures de travail "normales", la femme trouve des emplois précaires, par exemple comme bonne à tout faire, et même les enfants s'y mettent, en faisant toutes sortes de petits boulots susceptibles de rapporter quelques sous.

Un des résultats de ces évolutions, est un changement des mentalités, une évolution du style d'action et de propagande. Les ouvriers ont, par exemple, de plus en plus recours à l'ironie et au sarcasme pour exprimer leur mécontentement. Pour égratigner le style politique "à l'américaine" introduit par Özal, et pour souligner sa collusion avec l'impérialisme, les travailleurs affichent des devises en anglais : "we are hungry !", ou alors "we want 'ekmek' !" (*ekmek* = pain en turc). Pour protester contre la censure, ils décident de faire la grève du silence pendant toute une journée sur les lieux du travail. Pour montrer que leurs salaires sont injustes, ils ne travaillent que d'un bras. Pour montrer qu'ils n'ont pas de quoi s'acheter des chaussures, ils vont travailler pieds nus...

Les dernières actions se sont concentrées dans le secteur public, où les grèves étaient rares jusqu'à aujourd'hui, dans la mesure où la Türk-İs, hégémonique dans le secteur, s'arrangeait toujours avec le gouvernement pour gérer la situation sans conflits. Or, les travailleurs n'acceptent plus ce système et ne veulent plus s'en remettre à la direction syndicale. Les



Le 1er mai, à Istanbul, la police a assassiné, de sang froid, un jeune ouvrier de 18 ans (DR)

7) Özal a échappé à une tentative d'assassinat en 1988 ; voir *Inprecor* numéro 277 du 28 novembre 1988.

congrès syndicaux qui vont se dérouler à la fin de l'année seront houleux, des changements de direction ou des restructurations sont probables.

La principale faiblesse et limite du mouvement a été son cantonnement à des revendications économiques, sans avancer de mots d'ordre politiques, hormis les protestations générales contre le gouvernement. Cependant, il s'est attaqué à des problèmes de fond que le mouvement syndical de Turquie traîne depuis sa naissance, dans les années 40.

Renouveler le mouvement syndical

En effet, la DISK est toujours présentée comme le modèle alternatif à la Türk-İs. Certes, la DISK avait eu un profil plus combatif et revendicatif, et s'était séparée de la Türk-İs, en 1967, sur une base politique plus à gauche. Cependant, au niveau de ses structures et de son fonctionnement, elle n'avait fait que reproduire les conceptions bureaucratiques de la Türk-İs. Elle a été également incapable d'opposer un quelconque résistance aux interventions militaires de 1971 et de 1980, et après sa dissolution, elle n'a même pas pu peser auprès des travailleurs sur le plan de la prise de conscience. Cette conception d'un syndicalisme rhétorique qui se limitait à obtenir de meilleures conventions salariales et à faire voter les travailleurs pour le CHP, n'est pas étrangère à la passivité de la classe ouvrière après le coup d'Etat.

Le président la DISK, Bastürk, et son secrétaire général, Isiklar, sont actuellement députés du SHP. Les anciens dirigeants de la DISK se réunissent parfois entre eux, participent à des forums syndicaux internationaux, publient des déclarations. Mais les discussions qui se poursuivent sur une réouverture de la DISK ou sa fusion avec la Türk-İs ont tendance à être dépassées par les événements. La classe ouvrière a clairement manifesté son désir de contrôler et d'orienter elle-même ses organisations. Les nouveaux dirigeants ouvriers issus du mouvement, influents au niveau des entreprises, secteurs et régions, qui ont fait leurs preuves dans l'action, ne se laisseront pas manipuler si facilement. Désormais, ce sont eux qui peuvent prétendre représenter la base.

Le mouvement socialiste quant à lui, est en pleine recomposition depuis 3 ans. Ce nouveau processus est cependant laborieux et loin d'être cristallisé. Paradoxalement, les deux principaux groupes (sur les 80 que comptait l'extrême gauche turque et kurde, avant 1980) c'est-à-dire Dev-Yol (Voie révolutionnaire) et Halkin-Kurtulusu (Libération du peuple), ont été les derniers à se réorganiser. Mais malgré les coups très durs et les scissions qu'elles ont vécues, ces deux organisations ont connu une pro-



Les femmes ont joué un rôle de premier plan lors des actions ouvrières (DR)

gression relativement rapide de leur influence dès qu'elles sont réapparues sur la scène politique, alors qu'elles ne s'appuient que sur l'acquis de leur passé.

Il est difficile de dresser un tableau et une classification des groupes d'extrême gauche en Turquie, non pas en raison de leur nombre élevé, mais en raison de leur faiblesse actuelle et de leur confusion politique. Les développements en URSS et la critique généralisée du stalinisme ont ouvert de nouveaux horizons. Certains mouvements connaissent de véritables bouleversements et des scissions uniquement sur la base de ces discussions. Mis à part des staliniens purs et durs (certains courants maoïstes radicaux ou pro-albanais), nul ne semble s'accrocher fermement à son identité programmatique passée.

Le PC découvre l'eurocommunisme

Alors que l'eurocommunisme avait peu d'écho en Turquie avant 1980, le Parti communiste unifié de Turquie (TBKP), né de la fusion récente du PC turc et du Parti ouvrier de Turquie (TIP) a fini par se ranger à ce courant, en innovant sur la théorisation d'une troisième étape avant les révolutions socialiste et démocratique. Invités au récent congrès du PC italien, des dirigeants du TBKP ont déclaré que le "cours nouveau" des Italiens leur semblait être un modèle intéressant. Malheureusement pour ce parti, il n'y a pas de parti socialiste en Turquie (comme le PS italien) avec lequel il pourrait espérer fusionner ! Après le retour d'exil des deux principaux dirigeants du TBKP, et le tapage qui a été fait autour de leur emprisonnement (8), ce parti avait rehaussé son prestige aux yeux de ses propres sympathisants. Aujourd'hui, il mise tout sur une légalisation par la grâce du pouvoir et se déclare prêt à en payer le prix.

Le courant pro-chinois, rescapé du Parti ouvrier et paysan de Turquie (TIKP) a fondé un parti légal, le Parti socialiste (PS), en prétendant avoir totalement changé de ligne. Il est vrai que dans le passé, ce courant avait poussé jusqu'à l'absurde la théorie des "trois mondes" et prétendu qu'il fallait renforcer l'Etat turc et l'unité nationale face au danger soviétique, ce qui lui avait valu d'être mis au ban de l'extrême gauche. Malgré une

percée médiatique limitée et les appels qu'ils ont lancé pour que toute la gauche vienne s'unir dans le PS, ils n'ont pas réussi à dépasser le cercle de leurs anciens sympathisants et ont récemment connu une scission, notamment à cause d'un débat interne sur le stalinisme.

Recomposition à l'extrême gauche

Les courants révolutionnaires (comme la mouvance Dev-Yol et les scissions successives qu'elle a connues) ont pratiquement rompu avec le stalinisme. Cependant, ils ont du mal à se définir une identité politique réelle.

Les discussions programmatiques tous azimuts qui se déroulent depuis ces dernières années ont apporté beaucoup de changements et de progrès qui auraient été inimaginables dans les années 70. Seule la peur d'être accusés par les autres d'être devenus "trotskystes" limite ces bouleversements. Malgré tout, l'évolution que connaissent ces courants est très encourageante pour l'édification d'une politique socialiste indépendante.

Les marxistes révolutionnaires ont pu bénéficier, ces dernières années, d'une audience bien au-delà de leur force militante réelle, profitant du retard des principaux courants de l'extrême gauche à se restructurer et à réapparaître politiquement en Turquie. Comme en 1987 lors des élections législatives, et lors du référendum de 1988, pour ces dernières élections ils ont participé également à la constitution de plates-formes communes entre différents groupes d'extrême gauche, l'élaboration d'une campagne et de candidatures communes.

Des discussions se poursuivent sur la nécessité de la construction d'un parti socialiste unifié, mais elles sont encore loin d'aboutir. Le mouvement socialiste connaît certes un regain d'activité dont la portée ne doit cependant pas être exagérée. Le faible niveau de politisation du récent mouvement ouvrier montre aussi le manque d'implantation de l'extrême gauche dans le mouvement ouvrier. Par ailleurs, ni la campagne électorale commune menée par 9 courants d'extrême gauche (qui s'est achevée par une manifestation de 1 500 personnes), ni les actions du 1er mai, ne laissent présager un rapide développement du mouvement socialiste en Turquie. D'importants changements et re-compositions sont certes en gestation, des pas en avant ont été franchis, mais le chemin à parcourir est encore considérable.

9 mai 1989

8) Au moment des élections législatives de 1987, Haydar Kutlu et Nihat Sargin, les deux principaux dirigeants du TBKP, ont décidé de rentrer se constituer prisonnier en Turquie, pour forcer la main au gouvernement qui promettait de légaliser le PC. Depuis cette action "héroïque", ils sont toujours en prison...

**EN
BREF...**



CHILI

Autocritique du PC chilien

LE PARTI communiste du Chili (PCC) pensait tenir son 15^e congrès à la fin 1973, mais le coup d'Etat militaire de septembre l'en empêcha cette année-là. 16 ans plus tard, après la défaite de ses théories par la critique des armes putschistes et l'expérience de la lutte contre la dictature, le Comité central (CC) du plus grand parti communiste d'Amérique latine (excepté celui de Cuba) a convoqué un nouveau congrès qui inclue une autocritique d'un grand intérêt.

Selon le CC, le congrès devra être audacieux et innovateur, réel et non formel, pour impulser la rénovation du parti. Le document met l'accent sur la nécessité que le congrès soit "décidément critique et autocritique". Pour les communistes chiliens, ce congrès réalisé 19 ans après le précédent servira à :

"Faire une évaluation de l'activité du parti, et spécialement de ses organismes dirigeants et de ses cadres, et des réajustements réalisés à différents moments, motivés par de nouvelles et complexes exigences de la situation."

L'autocritique commence avec une estimation des erreurs commises après l'accession au pouvoir de l'Unité populaire, et souligne que si les forces populaires étaient au gouvernement et les masses organisées dans la lutte, cela ne fut pas suffisant pour parvenir à la conquête totale du pouvoir :

"Comme cela paraît évident dans les thèses préparatoires pour le 15^e congrès qui n'a pu avoir lieu à la fin 1973, nous avons eu des conceptions égotistes de l'accession à la totalité du pouvoir, ainsi qu'une estimation démesurée de la bataille économique, sans tenir compte de l'aspect politico-militaire. Il y eut même absence de précision sur le moment exact que vivait le processus révolutionnaire. Nous avons été imprégnés de légalisme et nous avons eu des illusions sur le cours pacifique de la révolution. (...)

Nous n'avons pas suffisamment tenu compte de l'assertion de Lénine selon laquelle, en temps de révolution, la lutte des classes transcroit souvent, de façon accélérée, en guerre civile ouverte, et nous avons donc considéré comme absolues dans les faits, la voie et les

formes prises par la lutte, sans qu'il existe à la direction du parti une conception claire de la question militaire proprement dite ni une conviction suffisante à propos de la nécessité d'une véritable préparation sur ce terrain." (...)

"Les formes de la démocratie bourgeoises nous ont influencés, le parlementarisme et l'évolution démocratique chilienne, sans expérience concrète des niveaux les plus difficiles de la lutte de classe, ainsi que l'évaluation insuffisante de la bourgeoisie, de ses partis et dirigeants politiques qui, en temps de révolution, sont capables d'abjurer tous leurs postulats démocratico-libéraux et de se joindre à la contre-révolution pour défendre le système et ses intérêts. En ce qui concerne les forces armées, nous n'avons pas pleinement compris ce que signifie et comment s'exprime leur caractère de classe."

Après avoir tracé une analyse de sa politique de Rébellion populaire, le Comité central du Parti communiste du Chili trace des lignes pour la discussion au prochain congrès : le rôle de la classe ouvrière, des paysans, de la jeunesse, des femmes, le christianisme progressiste et l'unité de la gauche dans la lutte révolutionnaire. Parmi les questions essentielles de sa politique il consacre un espace important à la politique militaire, en soulignant :

"Au cours de ces 15 années de dictature nous avons fait un rude apprentissage. La vie a exigé de nous des progrès théoriques et pratiques, pour comprendre le rôle de la violence dans la résolution des grands conflits sociaux et pour dépasser ce que nous appelons 'vide historique' dans notre politique (...). Nous avons formé des cadres avec des compétences déterminées dans la science militaire, ils ont fait preuve de dévouement révolutionnaire, de courage et d'intégrité, de créativité et d'audace. Nous rendons un hommage bien mérité aux camarades tombés dans cette lutte."

"L'expérience nous amène à la conclusion qu'il est indispensable de nous préparer et de disposer de capacités suffisantes pour exercer la violence populaire si la situation l'exige. Cela nous a fait comprendre la nécessité d'avoir une politique générale et pratique de tout le parti."

"Le Parti salue la naissance du Front patriotique Manuel Rodriguez (la guérilla liée au PCC) et pousse à son développement. Des militants du Parti et des Jeu-

nesses communistes se sont intégrés à ses rangs. Le Front patriotique a rempli des tâches qui ont aidé à la déstabilisation de la dictature et à compléter la lutte à multiples facettes du peuple."

Au cours de son analyse des perspectives d'avenir et du rôle qui incombe au PC, dans le processus chilien, le Comité central souligne :

"Nous avons besoin d'un parti qui soit à l'unisson de notre politique de Rébellion des masses, capable de répondre correctement aux inquiétudes idéologiques et politiques qui vont se présenter, de connaître la réalité et d'utiliser avec habileté tactique, à chaque moment, les formes de lutte qui y correspondent. Si nous considérons, y compris, la possibilité que les forces populaires reviennent au gouvernement à travers des élections, nous devons comprendre la nécessité de pouvoir compter sur une force matérielle pour écarter du chemin toute tentative réactionnaire de renverser les avancées de la démocratie." ■

LES NOTRES

Eulogio Sanchez Tolava

NOTRE camarade bolivien Eulogio Sanchez Tolava, qui connaissait, depuis longtemps, de graves problèmes de santé à cause de la répression subie à plusieurs reprises, est décédé le 31 mars dernier.

Eulogio avait connu les cachots de la police politique bolivienne et avait été déporté dans des régions inhospitalières. Après le coup d'Etat du général Banzer, il avait été arrêté de nouveau et condamné à mort. Il avait pu s'échapper de l'hôpital où il avait été transféré en raison d'une grave maladie, et s'était exilé successivement au Paraguay, au Pérou et en Argentine, où il avait été emprisonné sous la dictature de Videla.

Il a travaillé comme ouvrier boulanger en jouant un rôle de premier plan dans l'organisation syndicale de sa catégorie. Il a été dirigeant de la fédération de La Paz de son syndicat et, par la suite, de sa direction nationale. Il avait été élu aussi à la direction nationale de la COB (Confederacion Obrera Boliviana).

Il avait rejoint, encore très jeune, le mouvement trotskyste dans lequel il a milité pendant tout le reste de sa vie. Il a été presque sans interruption membre du Comité central du Parti ouvrier révolutionnaire, POR, section de la IV Internationale, et souvent aussi du secrétariat national. Les camarades des autres sections de l'Internationale avaient eu la possibilité de le connaître personnellement, à l'occasion de quelques voyages en Europe et de sa participation à des congrès mondiaux.

Au nom de notre mouvement tout entier, nous exprimons nos condoléances aux camarades boliviens, à Paulina, la compagne d'Eulogio, et à ses filles. ■